

---

# CNSMDP

## Travaux de création du Studio 3D

### CCAP Annexe 10

### Notice d'organisation de chantier

Indice 0 du 04/2025

auteur/s : Clé Millet + Projectim

**CONSERVATOIRE  
NATIONAL SUPÉRIEUR  
DE MUSIQUE ET  
DE DANSE DE PARIS**



tg·a



**scenarchie**  
scénographie / audiovisuel / digital

ar-c



*Maître d'ouvrage*

**CNSMDP**

209 avenue Jean Jaurès, 75019 Paris  
tél. +33 (0) 1 40 40 46 49

*Maître d'œuvre - Architecte Mandataire - Scénographe*

**CLÉ MILLET ARCHITECTES**

21b rue de Bièvre, 75014 Paris  
tél. +33 (0) 1 53 10 11 66

*Maître d'œuvre – Architecte associé*

**TG ARCHITECTES**

52 rue Bichat, 75010 Paris  
tél. +33 (0) 6 84 33 78 50

*Maître d'œuvre - BET Acoustique*

**ALTIA ACOUSIQUE**

5 rue de Cléry, 75002 Paris  
tél. + 33 (0) 1 53 00 90 65

*Maître d'œuvre - BET Audiovisuel*

**SCENARCHIE**

1 rue René et Isa Lefèvre, 93450 L'Île Saint-Denis  
tél. + 33 (0) 1 42 43 03 93

*Maître d'œuvre - BET Structures*

**AR-C**

11, rue René Goscinny, 75013 Paris  
tél. + 33 (0) 1 53 94 64 40

*Maître d'œuvre - BET Fluides*

**ERTEM INTERNATIONAL**

66-72 rue Marceau, 93100 Montreuil  
tél. + 33 (0) 1 75 34 55 80

*Maître d'œuvre - OPC*

**PROJECTIM**

ZAC de l'Orme, 9 Allée des Champs, 95270 Belloy en France  
tél. + 33 (0) 1 30 29 94 03

---

## Table des matières

0	PREAMBULE.....	5
0.1	Généralités.....	5
0.2	Domaine d'application et allotissement.....	6
0.3	Organismes en présence.....	6
0.3.1	Maîtrise d'ouvrage .....	6
0.3.2	Maîtrise d'œuvre.....	6
0.3.3	Autres organismes .....	7
0.4	Sujétions à observer pour le maintien en exploitation du site .....	7
0.4.1	Présence des utilisateurs.....	7
0.4.2	Riverains .....	8
0.5	Objet des travaux.....	8
0.6	Phasage des travaux.....	9
0.7	Zonage .....	9
0.8	Contexte d'intervention .....	10
0.9	Installations extérieures .....	12
1	GENERALITES .....	16
1.1	Présentation de l'opération .....	16
1.2	Chantier propre.....	16
1.3	Contraintes d'environnement du chantier .....	16
1.4	Horaires d'intervention.....	17
1.5	Astreinte.....	18
1.6	Comportement .....	18
1.7	Conditions climatiques.....	19
2	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES .....	20
2.1	Etat des lieux.....	20
2.2	Installations provisoires .....	20
2.3	Conditions limitatives relatives à la période d'exécution des travaux.....	21
2.3.1	Bruits de chantier .....	21
2.3.2	Ordonnancement des travaux.....	22
2.3.3	Risques particuliers .....	23

2.4	Sous-traitance et interim.....	24
2.4.1	Sous-traitance (art. 3.4 du CCAG).....	24
2.4.2	Emploi de personnel provenant de sociétés d'intérimaires.....	24
2.5	Organisation des réunions, visites de chantier et état des lieux.....	24
3	INSTALLATIONS GENERALES DU CHANTIER.....	26
3.1	Généralités.....	26
3.2	Produits toxiques ou inflammables.....	26
3.3	Plan d'installation de chantier .....	26
3.4	Installations extérieures aux bâtiments.....	28
3.4.1	Branchements provisoires d'eau.....	28
3.4.2	Branchements provisoires aux réseaux d'évacuation (EP, EU et EV).....	29
3.4.3	Branchements provisoires téléphone et internet (haut débit) .....	29
3.4.4	Branchements provisoires d'électricité.....	30
3.4.5	Accès avec signalisation d'approche du chantier et voies de circulation dans l'emprise du conservatoire.....	30
3.4.5.1	Accès et signalisation pour l'approche du chantier.....	30
3.4.5.2	Voies de circulation dans l'emprise du chantier.....	32
3.4.5.3	Lavages des camions et véhicules de chantier.....	32
3.4.6	Aires de chantier et de stockage communs à tous les corps d'état .....	32
3.4.7	Aires de stockage extérieures au chantier .....	32
3.4.8	Clôtures.....	32
3.4.8.1	Accès au site des piétons.....	33
3.4.8.2	Accès véhicules .....	33
3.4.8.3	Contrôle des accès.....	34
3.4.9	Panneaux de chantier .....	35
3.4.10	Panneau d'affichage des autorisations et communications diverses .....	35
3.4.11	Divers .....	36
3.4.12	Installations communes pour les entreprises.....	37
3.4.12.1	Cantonnements .....	37
3.4.12.2	Téléphones de chantier et réseaux informatiques.....	37
3.4.13	Installations privatives pour les entreprises .....	37
3.5	Installations complémentaires sur le site .....	37

3.5.1	Evacuations des eaux pluviales .....	37
3.5.2	Electricité .....	37
3.5.2.1	Généralités .....	37
3.5.2.2	Installations provisoires.....	37
3.5.3	Eclairage des circulations intérieures ou pour la circulation des grandes zones .....	38
3.6	Hors d'eau / Hors d'air provisoire des bâtiments.....	39
3.6.1	Mise hors d'eau provisoire.....	39
3.6.2	Mise hors d'air provisoire .....	39
3.7	Préchauffage .....	40
3.7.1	Préchauffage avec installations provisoires .....	40
3.7.2	Préchauffage et ventilation avec l'installation définitive.....	40
3.8	Appareils de levage, de manutention et de transport.....	40
3.8.1	Moyens communs aux entreprises.....	40
3.8.2	Moyens de levage communs .....	41
3.8.3	Moyens propres.....	42
3.8.4	Sécurité des appareils de levage, de manutention et de transport .....	42
3.8.4.1	Généralités .....	42
3.8.4.2	Grues à tour .....	43
3.8.4.3	Grues mobiles .....	43
3.9	Approvisionnement sur le chantier.....	43
3.9.1	Accès chantier TCE .....	43
3.9.2	Accès chantier béton.....	44
3.10	Repli des équipements et installations provisoires de chantier .....	44
3.11	Propreté du chantier.....	44
3.11.1	Généralités .....	44
3.11.1.1	Conteneurs à gravois – Tri sélectif sur chantier.....	44
3.11.1.2	Organisation du nettoyage .....	45
3.11.2	Nettoyage du chantier.....	45
3.11.2.1	Nettoyage pour les O.P.R.....	45
3.11.2.2	Nettoyage quotidien de la base vie et du chantier .....	45
3.11.2.3	Nettoyage de livraison de service et/ou de locaux après les O.P.R. et la levée des réserves	46

3.11.2.4	Nettoyage après la levée des réserves .....	46
3.11.2.5	Nettoyage des installations communes maîtrise d'œuvre et TCE.....	46
3.11.2.6	Nettoyage des véhicules, propreté des abords .....	46
3.11.2.7	Nettoyage des véhicules.....	47
3.12	Gardiennage .....	48
3.12.1	Généralités .....	48
3.12.2	Stationnement.....	48
3.12.3	Accès au public .....	48
3.13	Protection et Sécurité sur le chantier.....	48
3.13.1	Généralités .....	48
3.13.2	Dispositifs communs de sécurité .....	48
3.13.3	Protections des fouilles, forages, trémies, etc. ....	49
3.13.4	Protections individuelles et équipements personnels .....	49
3.13.5	Signalisation de chantier pour la sécurité .....	50
3.13.6	Protection contre l'incendie .....	50
3.13.7	Sécurité électrique .....	50
3.13.7.1	Sécurité électrique des installations.....	50
3.13.7.2	Sécurité électrique des équipements .....	50
3.13.8	Mesures de protection liées aux contraintes d'environnement.....	51
3.13.9	Protections du patrimoine.....	51
3.13.10	Protection des ouvrages .....	51
4	Maintenance, consommations, réparations et remplacements.....	53
4.1	Maintenance.....	53
4.2	Dépenses de fonctionnement, consommations .....	53
4.3	Réparations et remplacements.....	53
4.4	Remise en état après dégradation par des auteurs non identifiés.....	53
4.5	Remise en état après dégradation par des auteurs identifiés .....	53

## 0 PREAMBULE

### 0.1 GENERALITES

Ce document a pour objet de fournir aux Entrepreneurs les informations provoquant une obligation ou créant une sujétion au déroulement des travaux ainsi que les contraintes d'organisation de toute nature attachées à la réalisation des travaux de tous les lots.

La sécurité sur le chantier étant étroitement liée aux conditions d'exécution (délais, organisation du chantier, contraintes dues au site...),

LE PRESENT DOCUMENT EST INDISSOCIABLE DES PIECES FIGURANT DANS LE DCE

notamment des plans concernant les installations du chantier ainsi que du calendrier prévisionnel des travaux, documents annexés au C.C.A.P.

Confer :

- CCAP ANNEXE 3 Calendrier prévisionnel d'exécution des études et des travaux ;
- CCAP ANNEXE 4 Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- CCAP ANNEXE 12 Plan d'Installation de Chantier ;
- CCAP ANNEXE 10 Limite des prestations ;
- CCAP ANNEXE 15 Dépenses d'intérêt commun (compte prorata).

Le présent document a pour but d'exposer les principes d'organisation du chantier retenus au stade du D.C.E.

Confer :

- CCAP ANNEXE 12 Plan d'Installation de Chantier ;
- CCTP lot 1 Installation de chantier, Gros Œuvre.

Toute proposition d'aménagement de l'organisation du chantier faite par les Entreprises et tendant à faciliter la bonne marche et l'organisation des travaux, pourra être proposée, pour autant qu'elle soit accompagnée d'un mémoire justificatif et des plans correspondants et qu'elle prenne en compte :

- le respect des délais de l'opération précisés à l'acte d'engagement ;
- la compatibilité et le respect des délais de chaque lot et du délai global de l'opération précisés dans le calendrier prévisionnel des travaux ;
- la conformité avec les documents contractuels, notamment en matière de stabilité des ouvrages et des conditions de sécurité des personnes ;
- les modalités de prise en charge financière des dépenses résultant de l'organisation sont décrites dans le présent document.

En cas de non-respect des directives indiquées dans cette note, la Maîtrise d'œuvre :

- demandera au Maître d'ouvrage l'application des pénalités prévues au CCAP ;

- avec l'approbation du Maître d'ouvrage, fera exécuter les travaux, sans mise en demeure préalable, par une entreprise extérieure à la charge financière du compte prorata ou de l'entreprise concernée.

Cette note est indicative, la responsabilité des entreprises reste par ailleurs complètement engagée.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les services de l'immigration et de l'inspection du travail sont susceptibles d'opérer des visites de contrôle de façon impromptue. Aucune entreprise et sous-traitant ne pourront s'y opposer.

## **0.2** DOMAINE D'APPLICATION ET ALLOTISSEMENT

Ce document s'applique aux titulaires des différents marchés à lots pour les *Travaux de création du Studio 3D du Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris*, sis 209 av. Jean Jaurès, 75019 Paris, tels que définis dans le document suivant :

- CCAP ANNEXE 2 Allotissement.

## **0.3** ORGANISMES EN PRESENCE

### **0.3.1** MAITRISE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est : **CONSERVATOIRE NATIONAL DE DANSE ET DE MUSIQUE DE PARIS**  
Représenté par : Mme Emilie DELORME, Directrice  
209 av. Jean Jaurès, 75019 Paris  
tél. 01 40 40 45 45

### **0.3.2** MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre de conception et d'exécution est assuré par le groupement formé par :

Architecte mandataire et	<b>CLÉ MILLET</b>
Scénographe d'équipements	21 bis rue de Bièvre, 75005 Paris tél. +33 (0)1 53 10 11 66
Architecte	<b>TGA</b> 52 rue Bichat, 75010 Paris tél. +33 (0) 6 84 33 78 50
Acousticien	<b>ALTIA ACOUSTIQUE</b> 5, rue de Cléry, 75002 Paris tél. +33 (0)1 53 00 90 65
BET Audiovisuels	<b>SCENARCHIE</b> 1 rue René et Isa Lefèvre, 93450 L'Île Saint-Denis tél. + 33 (0) 1 42 43 03 93

<i>BET Structure</i>	<b>AR-C</b> 11, rue René Goscinny 75013 Paris tél. + 33 (0) 1 53 94 64 40
<i>BET Fluides et SSI</i>	<b>ERTEM INTERNATIONAL</b> 66-72 rue Marceau, 93100 Montreuil tél. + 33 (0) 1 75 34 55 80
<i>OPC</i>	<b>PROJECTIM</b> ZAC de l'Orme, 9 Allée des Champs, 95270 Belloy en France tél. +33 (0)1 30 29 94 03

### **0.3.3 AUTRES ORGANISMES**

Le Maître d'ouvrage a désigné les spécialistes ci-dessous participant à l'opération dans la limite des missions spécifiques qui leur ont été confiées :

<i>Coordinateur SSI</i>	<b>CAP-SSI</b> 37 bd. Vauban, 78280 Guyancourt tél. +33 (0) 1 39 38 04 48
<i>Coordonnateur SPS</i>	<b>Degouy Coordination</b> 16 rue de la Maison Rouge, 77185 Lognes tél. +33 (0) 1 60 95 10 70
<i>Contrôleur Technique</i>	<b>Apave Infrastructures et Construction France,</b> Agence IDF Nord & Ouest, Unité de Saint-Quentin-en-Yvelines 3 rond-point des Saules, Immeuble Le Renaissance, 78286 Guyancourt tél. +33 (0) 1 30 14 14 30

## **0.4 SUJCTIONS A OBSERVER POUR LE MAINTIEN EN EXPLOITATION DU SITE**

### **0.4.1 PRESENCE DES UTILISATEURS**

L'organisation du chantier tiendra compte des contraintes induites par la présence sur site du public et des utilisateurs du Conservatoire à l'intérieur du bâtiment dans les parties hors travaux et dans la zone adjacente aux locaux en travaux, ainsi que de celle des personnes circulant à tout titre sur le domaine de la Cité de la Musique et, plus en général, du complexe du Parc de la Villette (y compris les Théâtre Paris Villette et la Grande Halle de la Villette).

Compte tenu du zonage des travaux, les circulations verticales (escalier et ascenseur) et horizontales, intérieures et extérieures en dehors du périmètre des travaux, qu'elles soient fonctionnelles ou de secours, doivent impérativement rester fonctionnelles.

Les différents accès et sorties de secours du Conservatoire doivent être maintenus. Ils respecteront les dimensions de passage découlant des normes en matière d'accessibilité et de sécurité incendie.



Les organes de sécurité, tels que dispositifs de désenfumage, colonnes sèches, accès au parking souterrain existant seront conservés et resteront accessibles et en parfait état de fonctionnement pendant toute la durée du chantier.

#### **0.4.2 RIVERAINS**

Les entrepreneurs prendront toutes dispositions pour ne pas générer une quelconque nuisance vis-à-vis des riverains en périphérie du chantier.

En particulier, tous les accès du Conservatoire doivent maintenus lors des travaux et ne doivent être condamnés même pas de manière temporaire.

Les entrepreneurs prendront aussi toutes dispositions pour minimiser les nuisances pour les piétons dans l'emprise du Conservatoire et ses abords.

Les livraisons via l'avenue du Nouveau Conservatoire ne pourront pas être effectuées avant 7 heures.

#### **0.5 OBJET DES TRAVAUX**

La présente opération a pour objet l'aménagement dans le volume existant au deuxième sous-sol du bâtiment D (Danse) d'un studio d'enregistrement, appelé Studio 3D, constitué d'une grande salle multimédia et de cabines d'enregistrement, l'ensemble doté d'équipements technologiques à la pointe dans le domaine du son, de l'image et de la vidéo.

☞ Cf. CCAP ANNEXE 1 Notice de présentation du projet

☞ Cf. CCTP de tous les lots

\* \* \*

Il est précisé que l'opération comprend tous les ouvrages nécessaires à réaliser le projet tel que sommairement décrit dans la *Notice de présentation du projet* annexée au DCE et décrits dans le détail dans les CCTP des différents lots.

Les travaux se dérouleront en milieu exploité en présence de personnel et de public, constitué principalement par les élèves du Conservatoire mais aussi de spectateurs, la pleine exploitation du bâtiment est donc un objectif également prioritaire.

Uniquement la circulation horizontale contre la façade Est au niveau N0 (dite « coursive ») ainsi que, partiellement, la circulation horizontale existante au niveau N-2 seront fermées pendant les travaux, le reste des locaux en pourtour de l'emprise du projet restant pleinement exploités.

Pour permettre les interventions en façade et en toiture, touchant aux façades Est et Nord du bâtiment D, les aires au droit de celles-ci seront temporairement condamnées pour une durée limitée à celle d'exécution de ces interventions ponctuelles correspondantes.

Dans tous les cas, la période de fermeture d'espace, locaux et aires extérieures non strictement comprises dans le périmètre du chantier est limitée au stricte indispensable suivant les prévisions du calendrier prévisionnel annexé au DCE. Cette période est fixe et ne peut pas subir de variations en aucun cas, hors imprévus majeurs non prévisibles.

Dans ce but, les dispositions suivantes sont à prendre :

- installation de chantier limitant les croisements des flux avec les Utilisateurs du site ;
- mise en place de **mesures de réduction des nuisances sonores** ;
- maintien de tous les accès et circulations des autres parties du bâtiment en dehors du périmètre des travaux ;
- maintien des circulations d'évacuation au titre du Règlement de Sécurité des autres parties en dehors du périmètre des travaux.

L'installation de chantier et la mise en place des cheminements de chantier, aussi bien intérieurs qu'extérieur dans l'emprise du Conservatoire que sur les abords, doivent être réalisés en prenant toutes les mesures nécessaires à réduire la gêne pour les exploitations tout en garantissant le respect des normes en matière de sécurité incendie et de sécurité et protection de la santé.

Des nettoyages fins réguliers doivent être effectués toutes les fois qu'il s'avérera nécessaire.

En particulier, avant la mise en place de l'installation intérieure de chantier, le titulaire du lot 1, en coordination avec l'ensemble des lots, étudieront et soumettront au MOA, au CSPS et au MOE pour avis les dispositions particulières pour isoler les zones en travaux des zones en exploitation.

L'attention des entreprises est portée sur :

- la nécessité de séparer les flux chantier des flux normaux ;
- l'obligation d'assurer la possibilité d'intervenir en tout moment dans les locaux techniques tels que le local technique de la CTA du bâtiment D (niveau N-2) et le local machinerie ascenseur (niveau N-2) ou autre ;
- l'évolutivité des clôtures intérieures en fonction de l'avancement du chantier eu égard aux prestations en base marché ainsi qu'aux prestations supplémentaires éventuelles, notamment à la PSE n° 1 portant sur la suppression des poteaux carrés existants dans le volume technique (future Salle Multimédia).

## **0.6 PHASAGE DES TRAVAUX**

Le chantier se déroulera en une seule phase.

Les travaux démarreront et seront achevés suivant les dates prévisionnelles figurant dans le CCAP Annexe 3 Calendrier prévisionnel d'exécution et Phasage (cf. S3D DCE 103 CCAP ANN 01 NOTICE DE PRESENTATION.pdf) et conformément aux prescriptions formulées dans le CCAP.

Les entrepreneurs prendront toutes dispositions pour permettre la réalisation simultanée de leurs ouvrages et tiendront compte dans l'organisation des études et de l'exécution et des contraintes qui en découlent.

Les différentes équipes partageront les mêmes cantonnements et installations de chantier.

## **0.7 ZONAGE**

### L'emprise des travaux constitue une zone unique.

Pendant les travaux, le site reste ouvert au public. Il s'agit donc de travaux en milieu exploité aussi bien par le public du Conservatoire que par le personnel de l'établissement. Le personnel de sécurité sera présent en permanence pendant les travaux. L'organisation du chantier tiendra compte de cette contrainte majeure.

Les ouvriers accèderont uniquement à la zone concernée par les travaux, l'accès aux autres zones sera strictement interdit. L'accès des ouvriers au bâtiment se fera par l'entrée du PC sécurité (façade Sud du bâtiment D).

Le cheminement des matériels et des matériaux se fera via un lift de chantier, une grue mobile type « araignée » ou treuil qui aura été mis en place par le Lot 1 à l'intérieur du futur LT CVC-DF au N0 dès la réalisation d'une baie d'accès en façade Nord. Ladite baie, réalisée par le Lot 1 au titre de son marché, servira temporairement pour l'acheminement des matériels et matériaux. En définitive, elle desservira les équipements de ventilation qui seront installés à l'intérieur du local technique en question. L'approvisionnement se fera par une trémie aménagée à cet effet par le Lot 1 suivant l'avancement des travaux.

La trémie du futur ascenseur PMR, situé à l'angle Sud-Est du bâtiment D, pourra être utilisée, dès sa réalisation, pour l'approvisionnement des matériaux. La zone devra être balisée par une clôture de chantier dûment sécurisée à charge du Lot 1 au titre du compte prorata.

Toute autre disposition doit être dûment justifiée et soumise à l'approbation du MOA, du MOE et du CSPS, qui ont le droit de refuser.

## **0.8 CONTEXTE D'INTERVENTION**

Compte tenu de la particularité du site et de sa localisation (le Conservatoire est un établissement d'enseignement se trouvant dans le Parc de la Villette), les entrepreneurs prendront toutes les dispositions et précautions nécessaires pour minimiser les nuisances pour les piétons, les véhicules desservant la Cité de la Musique et respecter l'environnement construit et planté. Les travaux doivent se dérouler sans perturbation sur le fonctionnement du site (Conservatoire), ni sur l'environnement immédiat (Théâtre Paris-Villette, Grande Halle de la Villette, Folies à proximité du Conservatoire, etc.) ni sur les autres interventions ou événements qui pourraient se dérouler simultanément autour du Conservatoire.

### **Horaires de fonctionnement**

Les horaires de fonctionnement du Conservatoire sont les suivants :

Ouverture au personnel du lundi au dimanche (sauf 1er janvier / 1er mai / 25 décembre):

- horaire : de 7h00 à 23h30 ;

Ouverture aux élèves : du lundi au dimanche (sauf 1er janvier / 1er mai / 25 décembre) :

- horaire du lundi au samedi : de 08h00 à 23h30
- horaire du dimanche : de 09h00 à 23h30

Ouverture au public : du lundi au vendredi (sauf 1er janvier / 1er mai / 25 décembre) :

- horaire : de 08h00 à 20h00

Ouverture aux spectateurs : selon programme de la saison

Aucune circulation d'ouvriers et matériels dans les espaces non compris dans le périmètre de l'opération et ne suivant pas les aires de circulation indiquées dans le PIC n'est possible et ne sera pas autorisée. Les approvisionnements et transports à l'intérieur se feront uniquement à l'intérieur du périmètre des travaux en accédant directement depuis l'extérieur via le lift de chantier mis en place par le lot 1 (cf. ci-dessous).

## **0.9 INSTALLATIONS EXTERIEURES**

Est décrit synthétiquement dans la suite le fonctionnement général du chantier. Cet article a vocation à donner un aperçu général de l'organisation du chantier ainsi que les principales contraintes et obligations. Les thèmes traités seront détaillés dans les chapitres suivants.

### **Besoins**

Les besoins principaux sont (liste non exhaustive) :

- installation de la base-vie ;
- mis en place des moyens de levage ;
- évacuation des terres ;
- évacuation des gravats ;
- coulage du béton prêt à l'emploi ;
- approvisionnement de matériaux et matériels.

Les approvisionnements et l'évacuation se feront par la trémie du futur LT CVC-DF au N0 et/ou par celle du futur ascenseur PMR suivant la destination des matériaux.

Pour la base-vie, des bungalow, mis en place, entretenus et déposé à la fin des travaux à la charge du Lot 1, dûment dimensionnés en fonction de l'effectif prévisionnel, seront installés à l'extérieur du Conservatoire selon les indications du PIC.

### **Contraintes patrimoniales et diverses**

Les principales contraintes liées aux aménagements de chantier à l'extérieur du bâtiment sont les suivantes :

1. nécessité de réduire au minimum toute activité susceptible d'endommager les lieux, en particulier les aux abords du Conservatoire, les plantations et en général tout élément paysager ;
2. nécessité de minimiser l'impact visuel du chantier à l'extérieur du bâtiment en limitant au minimum l'ampleur du stockage (uniquement le stockage provisoire est permis à l'extérieur du bâtiment). De la même manière, l'emprise des bungalows hébergeant la base-vie sera dûment aménagée et entretenue de manière à respecter les requis normaux en matière d'ordre, propreté, sûreté et sécurité sur la voie-publique ;
3. nécessité de prévoir un parcours d'accès des véhicules ayant un impact réduit aux abords du Conservatoire ;
4. obligation de maintenir libres et exploitables en tout moment les voies-pompier existantes.

Pour répondre à ces besoins et à ces contraintes seront prises les mesures illustrées dans la suite.

### **Accès des véhicules**

L'accès des véhicules de chantier se fera depuis la barrière (cf. plan ci-dessous, n° 9) située au bout de la rue Edgar Varèse. Les véhicules accéderont à la zone chantier côté Nord du Conservatoire (voirie longeant le Parc de la Villette).

Pour l'accès des véhicules via le PC Varèse géré par l'EPPGHV (Établissement public du parc et de la grande halle de la Villette), l'entreprise adresse une demande avec l'immatriculation et l'identité du chauffeur 48h à l'avance au PC Janvier et en mettant en copie le PC Conservatoire, la MOE et la MOA.

Les coordonnées des destinataires seront fournies par le MOA en période de préparation.

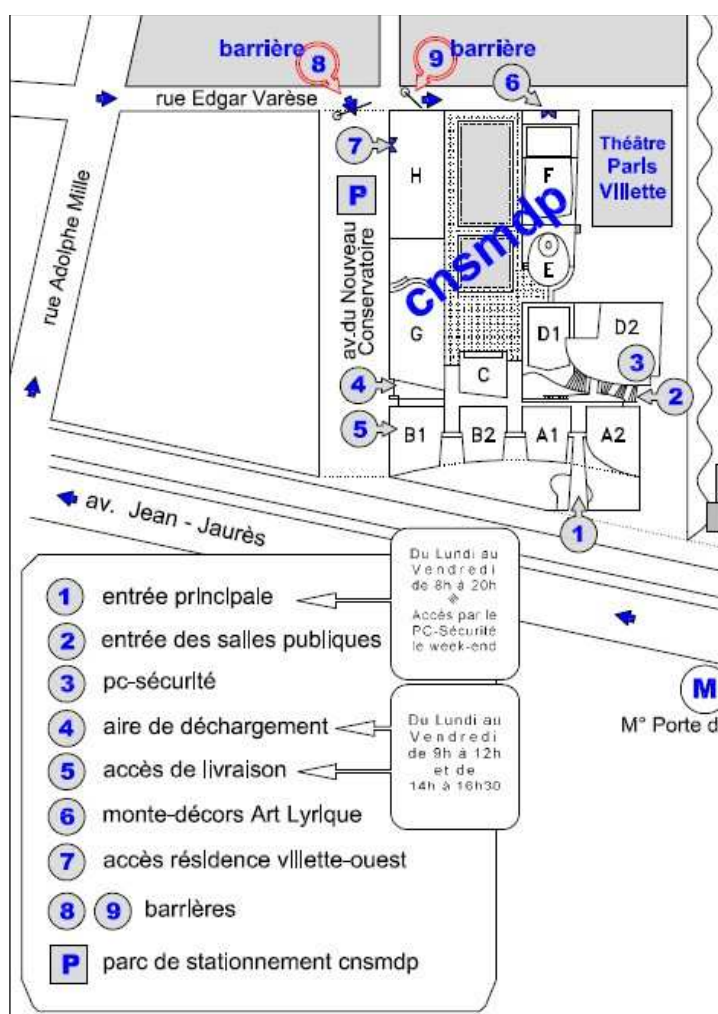
Le stationnement des véhicules de chantier sera limité au temps strictement nécessaire aux opérations de chargement et déchargement.

### Aire extérieure de chantier : approvisionnement et cheminements logistiques

L'aire extérieure à l'arrière du bâtiment, soit entre le bâtiment D et le Théâtre Paris Villette, (approvisionnement, chargement-déchargement, bungalows base-vie) sera aménagée pour permettre l'accès des matériaux et matériels depuis la façade Nord. Il est prévu la protection des sols extérieurs pour toute la durée du chantier à la charge du Lot 1.

La mise en œuvre lors des opérations de chargement et déchargement de barrières provisoires amovibles sur demande du Coordonnateur SPS doit être prise en compte (Cf. CCTP Lot 1).

Les matériaux et matériels de petite taille peuvent être acheminés exceptionnellement via l'accès livraison n°5. Il s'agit d'un monte-charge desservant une circulation horizontale existante (et exploitée durant le chantier) au niveau N-2, menant de plain-pied à l'emprise des travaux.



## Base vie et accès des travailleurs au site et au chantier

La base vie, mise en place et maintenue par le Lot 1, prendra place dans des bungalows disposés à l'extérieur du bâtiment dans une deuxième aire extérieure qui sera aménagée du côté du Théâtre Paris-Villette à proximité de l'accès piéton existant entre les bâtiments E et D (cf. PIC), qui sera réservée aux travailleurs.

Cette aire extérieure, dédiée aux locaux de cantonnement, hébergés dans des bungalows, sera délimitée par une clôture implantée de manière à sécuriser l'aire extérieure.

Le Lot 1 prendra toutes les précautions en termes de sécurité et sûreté ainsi que de maintien du décor et de la propreté sur l'espace public.

L'emprise extérieure du barriérage doit intégrer un portillon d'accès sécurisé (digicode / contrôle d'accès) à la clôture périphérique et fermer hermétiquement le périmètre en protection de l'accès au bâtiment existant à l'angle Nord-Est (porte vitrée d'1 UP) et des autres baies réalisées en façade dans le cadre des travaux.

Des clôtures protégeront également les zones en travaux correspondant aux interventions en façade Est (ouverture de baie pour implantation de nouveaux accès-sorties de secours, interventions en toiture) et à l'angle Sud-Est (création du nouvel ascenseur PMR). Durant la période entre leur réalisation et leur fermeture définitive (installation des menuiseries vitrées, grilles, ascenseur, etc.), les ouvertures seront protégées de manière à garantir la mise hors d'eau et l'étanchéité à l'air.

Les travailleurs entreront et sortiront du site via l'entrée du personnel où sera effectué le contrôle d'accès par le PC Sécurité (cf. *Plan d'accès au site* ci-dessus, n° 3). Ils accéderont aux locaux de cantonnement (bungalows), implantés à l'extérieur, en sortant du côté nord via la « coursive » existante contre la façade Est, accessible depuis l'entrée du personnel (cf. *Plan des accès de chantier au site* ci-dessous) ou, dès lors que celle-ci sera en travaux, par l'extérieur en longeant la façade Est.

La porte vitrée existant au bout de la « coursive » sera ouverte à la demande le matin et fermée en fin de chantier par le PC Sécurité (cf. photo ci-dessous et *Plan des accès de chantier au site* ci-dessous).

Pendant les premières phases des travaux et jusqu'à la réalisation de l'escalier neuf, les ouvriers, depuis les locaux de cantonnement, accéderont au site par l'escalier de 2UP existant, accessible à proximité du PC Sécurité.

Dès que l'escalier neuf sera réalisé, ils n'accéderont aux niveaux inférieurs que par celui-ci, en traversant la « coursive ».

Le cheminement des travailleurs à l'intérieur du Conservatoire ne pourra pas être isolé par rapport au reste des locaux. Des protections seront mises en place tous les jours et enlevées en fin de journée avant l'arrivée des spectateurs des salles publiques, les jours de spectacle. Le nettoyage dans les zones ouvertes au public devrait être fait quotidiennement de manière particulièrement fine.

En aucun cas l'escalier menant au niveau supérieur du Hall des salles publiques depuis le PC Sécurité ne sera réduit : la largeur de passage mesurée dans la partie la plus étroite sera toujours conservée, comme le passage entre ceci et l'accès-sortie au droit du PC Sécurité.

## Stockage à l'extérieur

Le stockage à l'extérieur du bâtiment est strictement limité à la zone chantier pour une courte durée : les emprises de chantier étant limitées et soumises aux contraintes d'exploitation du Conservatoire et du théâtre adjacent et, plus en général, de la Cité de la Musique, le stockage sur site se fera uniquement à l'intérieur du bâtiment et sera limité aux surfaces disponibles dans le périmètre des travaux.

### 0.10 INSTALLATIONS INTERIEURES

#### Installations provisoires

Seront à la charge du lot 3 Électricité CFO et CFA les prestations nécessaires à garantir la mise en place, l'entretien, les modifications éventuellement nécessaires et le fonctionnement du chantier en termes d'éclairage (normal et de sécurité) et d'alimentation des outils et engins de chantier.

Le Système de Sécurité Incendie sera temporairement inhibé uniquement dans les zones en travaux. La mise en place de Permis Feu est à prévoir.

#### Approvisionnement internes

Les approvisionnements se feront via la trémie dans l'emprise du futur LT CVC-DF et celle du futur ascenseur, qui sera implanté à l'angle Sud-Est du bâtiment D, dans lesquelles, suivant le phasage, le Lot 1 installera, au titre de son marché, des élévateurs de chantier dûment dimensionnés.

Suivant le phasage, en deuxième élévateur sera installé dans la trémie de l'ascenseur neuf qui sera implanté à l'angle Sud-Est du bâtiment D.

Comme décrit ci-dessus, exceptionnellement les approvisionnements de matériels et matériaux de petite taille pourront se faire via le monte-charge existant à l'accès livraison n°5 (cf. plan d'accès au site ci-dessus). En arrivant au niveau N-2, deux sas complets entre les portes des issues de secours et les portes d'accès à l'emprise des travaux doivent être créés avec polyane et protection horizontale et murale afin de limiter au maximum la diffusion de poussières. Le stockage dans cette zone est interdit.

La priorité sera toujours donnée au fonctionnement du Conservatoire pour l'utilisation de ce monte-charge.



# 1 GENERALITES

## 1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

☞ Confer CCAP ANNEXE 1 Notice de présentation du projet

## 1.2 CHANTIER PROPRE

Les entreprises et sous-traitants devront impérativement maintenir la propreté du chantier en respectant les indications de la *charte Chantier Vert* (téléchargeable depuis le site internet <http://www.chantiervert.fr>), qui est réputée contractuelle.

## 1.3 CONTRAINTES D'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

Le chantier étant sur un domaine très fréquenté où se trouvent plusieurs équipements publics, les entreprises devront pour l'organisation du chantier prendre en compte toutes les mesures pour éviter le développement de nuisances et, tout particulièrement, sur les éléments suivants :

- matériel insonorisé et horaires d'utilisation des outils engendrant des nuisances sonores adaptés ;
- dispositifs propres à éviter la propagation des poussières et des fumées dans l'atmosphère ;
- traitement approprié des effluents ;
- consignes pour éviter l'emploi de sirènes ou klaxons d'une manière intempestive ;
- mesure de protection des éléments construits et plantés aux abords, y compris le mobilier urbain ;
- nettoyage et entretien constants des abords, permettant le maintien des contours du chantier et des circulations dans un état de propreté irréprochable ;
- maintien de la circulation sur tous les axes entourant le chantier ;
- maintien des voies-pompier ;
- tous dispositifs nécessaires à la protection permanente des piétons et riverains devront être mis en place, notamment eu égard aux Utilisateurs du Conservatoire et à ceux du Théâtre Paris Villette, ce dernier se trouvant à proximité immédiate de l'aire extérieure de chantier.

Le titulaire du LOT 1 diffusera dans le cadre de son marché à prix forfaitaire :

- a) des plans d'installation de chantier pour les installations communes TCE et les engins le cas échéant ;
- b) des plans d'installation de chantier, de circulations et de signalisation pour chaque phase de travaux (intérieurs et extérieurs) ;
- c) le cas échéant, la mention des démarches faites pour vérifier l'existence des réseaux enterrés (DICT) pouvant éventuellement être impactés par les travaux ;
- d) les mesures de nature à éviter le développement des nuisances selon les recommandations de la CRAM n°17 ;

L'entreprise titulaire du LOT 1 devra, pour l'organisation du chantier, prendre en compte, en outre, toutes les mesures de nature à éviter des dégradations aussi bien dans l'emprise du Conservatoire que sur les abords extérieurs et dans toutes les zones impactées par le chantier.

#### **1.4 HORAIRES D'INTERVENTION**

**Du lundi au vendredi** les horaires usuels de chantier sont limités dans une fourchette comprise **entre 6h00 et 22h00** avec les limitations d'horaires pour l'exécution de travaux bruyants définies dans la suite du présent document (cf. 2.3.1 *Bruits de chantier*) et dans le respect de la réglementation municipale en vigueur relative aux travaux bruyants.

Les horaires de travail usuels ci-dessus peuvent si nécessaire être étendus, sous réserves de demande anticipée et de validation de la maîtrise d'ouvrage, de la MOE, de l'OPC et du SPS.

Le samedi il est éventuellement possible d'intervenir de 7h00 à 22h00 sur autorisation écrite du MOA, à transmettre au Service Bâtiment du CNSMDP *a minima* 48 heures à l'avance par e-mail.

En aucun cas présence d'ouvriers et de personnes attachées au chantier sera possible après 23 heures.

Il est précisé que des agents SSIAP (sécurité incendie) sont présents sur site 24h/24.

Les travaux doivent se dérouler sans perturbation sur le fonctionnement du site, sur l'environnement immédiat et sur les autres travaux ou événements qui pourraient se dérouler simultanément autour de l'emprise du projet dans la Cité de la Musique et dans le Parc de la Villette ainsi que, plus généralement, sur la voie publique.

Les livraisons, chargements et déchargements etc. pourront éventuellement avoir lieu en dehors des horaires usuels de travail ci-dessus suivant les contraintes propres au chantier, les contraintes liées au trafic, les contraintes générales et ponctuelles éventuellement imposées par les Utilisateurs du site et les indications des services publics sans que cela donne droit à des coûts supplémentaires.

Dans le cas où, pour assurer le respect de ses engagements contractuels, les entreprises seront amenées, en accord avec l'OPC, le Coordonnateur SPS, le MOA et le MOE à travailler hors horaires usuels ou bien les samedis ou dimanches, l'ensemble des services, tels que gardiennage et gestion du trafic, devra être assurée par la/les entreprise/s concernée/s, hors le service de sécurité qui assuré en permanence par les agents SIAPP du CNSMDP (se référer aux horaires de fonctionnement de l'établissement).

Les entreprises et/ou leurs sous-traitants concernés feront leurs affaires de l'obtention des différentes autorisations administratives. Les organismes de sécurité seront également informés suivant les directives du Coordonnateur SPS (Inspection du Travail, CRAM, OPPBTP et Mairie, DDE, Police, Pompiers si nécessaire).

Le MOA mettra en place un système de communication radio spécialement conçu pour la gestion des travaux. Le titulaire de chaque lot désignera un chef de chantier, toujours présent sur site, à qui sera confié un dispositif radio mis à disposition par le MOA. Chaque chef de chantier doit être joignable en tout moment pendant la présence sur site des ouvriers du lot dont il a la responsabilité. Une formation à l'utilisation du dispositif sera organisée par le MOA au début du chantier.

## **1.5                    ASTREINTE**

Chaque entreprise devra désigner un représentant qui pourra être joint en dehors des heures d'ouverture du chantier (téléphone portable), aussi bien la nuit que les jours fériés ou chômés, pour parer d'une façon rapide et efficace à tout incident survenant du fait du chantier pendant l'exécution des travaux.

Ce représentant prendra toutes les dispositions nécessaires, en accord avec le représentant du CSPS et avec un représentant du Maître d'œuvre, pour procéder immédiatement à la remise en situation normale des ouvrages tant sur le plan de la sécurité que sur la pérennité des ouvrages.

En cas d'anomalie ou d'avaries survenant sur le chantier, l'entreprise est tenue de maintenir sur le chantier un représentant qualifié chargé d'assurer la surveillance de la tenue des ouvrages et d'aviser le Maître d'œuvre et l'OPC.

Ce représentant aura l'autorité nécessaire pour regrouper les moyens humains et matériels compatibles avec l'urgence des mesures décidées et ne devra pas avoir un niveau de qualification inférieur à celui de chef de chantier.

Le délai d'intervention à compter de l'avis reçu, doit être en rapport avec l'urgence et la gravité effective et potentielle des conséquences de l'incident.

De plus, lors d'intervention en dehors des horaires normaux de chantier (nuit ou week-end), une présence de l'encadrement de l'entreprise titulaire du marché sera nécessairement prévue pour l'encadrement de ses sous-traitants et/ou fournisseurs.

## **1.6                    COMPORTEMENT**

Les travailleurs des entreprises titulaires d'un ou plusieurs lots de travaux doivent observer les règles de tenue et de comportement propres à l'établissement dans lequel ils effectuent les travaux. Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne respectant pas les qualités morales et/ou techniques nécessaires indiquées ci-dessous.

Les règles suivantes doivent être respectées :

- interdiction de fumer dans tous les locaux de l'établissement sans exception ;
- interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement ;
- interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque ;
- interdiction d'utiliser les téléphones, les imprimantes, fax ou tout autre moyen technique sans y avoir été autorisé.
- obligation de port du badge d'identification et d'une tenue permettant d'identifier visuellement de manière immédiate l'entreprise employeur du travailleur.

L'OPC, le Coordonnateur SPS, le Maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre se réservent le droit de renvoyer du chantier toute personne impliquée dans des actes belliqueux ou en cas de non-respect des règles ci-dessus, des règles en matière de sécurité et protection de la santé des personnes ou pour toute dégradation affectant les ouvrages existants et les ouvrages réalisés.

## **1.7 CONDITIONS CLIMATIQUES**

Il s'agit des conditions de la région Île de France et tout particulièrement sur le territoire de Paris.

Les entreprises devront prendre dans le cadre de leurs forfaits toutes les dispositions opportunes pour que les conditions de sécurité et le délai du chantier ne soient aucunement affectés.

L'entreprise titulaire du Lot 1 aura à sa charge au titre de son marché à prix forfaitaire et pour toute la durée de l'opération :

- la collecte et la diffusion au Maître d'ouvrage, au Pilote et au Maître d'œuvre des relevés journaliers des températures (cf. CCAP) ;
- les relevés journaliers seront obligatoirement transmis en réunion de chantier hebdomadaire à l'OPC et à la Maîtrise d'œuvre en cas de conditions climatiques empêchant, retardant ou ayant un impact quelconque sur le déroulement normal des interventions du chantier ;
- l'abonnement à la station météorologique la plus proche (station METEO FRANCE). Les relevés journaliers seront communiqués avec la même fréquence.

## 2 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

### 2.1 ETAT DES LIEUX

Avant tout début de travaux, pendant la période de préparation et autant de fois que nécessaire et à la demande de la MOA ou de la MOE ou de l'OPC, un état des lieux contradictoire de tous les ouvrages (infrastructure, superstructure, équipements techniques, etc.) du bâtiment, des façades et des abords (et dans les bâtiments mitoyens au chantier) sera établi en présence :

- du représentant de la Maîtrise d'ouvrage ;
- du représentant de la Maîtrise d'œuvre et/ou du Pilote ;
- du représentant des entreprises identifié aux termes du document CCAP ANNEXE 15 *Dépenses d'intérêt commun (compte prorata)*.

L'état des lieux écrit et photographique avant la prise de possession du chantier par les entreprises et la mise en place des installations de chantier par le Lot 1 sera établi aux frais de du Compte Prorata par un huissier de justice missionné par le Lot 1, la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage se réservant le droit de son agrément.

La zone extérieure de chantier sera elle aussi concernée par cette procédure.

Plus en détail, dès réception de l'Ordre de Service de démarrage, l'entreprise titulaire du Lot 1 prendra possession de la zone de chantier extérieure et de ses abords en l'état. Un procès-verbal d'état des lieux sera dressé avec constat d'huissier en présence des représentants de la maîtrise d'ouvrage, des services de Voiries pour les zones du domaine public éventuellement concernées, Police, Pompiers, Préfecture, de l'OPC et/ou du Maître d'œuvre, des entreprises, aux frais du compte prorata. De même, dès réception de l'OS de démarrage, l'entreprise titulaire du Lot 1 prendra possession de la zone chantier intérieure. Un procès-verbal d'état des lieux sera également dressé avec constat d'huissier aux frais du compte prorata suivant les modalités précisées ci-avant.

Les deux constants (extérieurs et intérieurs) peuvent évidemment être réalisés en même temps.

Ce constat portera aussi sur tous les équipements mobiles dans l'emprise du chantier et doit comprendre les élévateurs existant (état et fonctionnement).

### 2.2 INSTALLATIONS PROVISOIRES

Les installations techniques provisoires à prendre en compte, dues par chaque lot concerné dans le cadre de son marché à prix forfaitaire sont :

- l'alimentation et le raccordement des réseaux de plomberie, de CVC et électriques nécessaires pour permettre aussi bien la pleine l'exploitation des parties du bâtiment hors travaux ainsi que le bon déroulement du chantier, ainsi que les coupures, les dévoiements, les raccordements temporaires : à la charge des lots techniques compétents (cf. CCAP ANNEXE 10 Limites des prestations) ;
- la mise en place des élévateurs de chantier (à la charge du LOT 1) et leurs alimentation électriques (à la charge du LOT 3).

En particulier pour les travaux de démolition et maçonnerie :

- le LOT 1 devra s'assurer que tous les réseaux (eau, gaz, électricité basse et haute tension, courants faibles, informatique, réseaux téléphones, etc.) ont été coupés, isolés ou déviés par les lots techniques (LOT 2 et LOT 3 dans le cadre de leurs marchés à prix forfaitaire). Les titulaires de ces lots fourniront une attestation de consignation à la MOE et au coordonnateur SPS ;
- le LOT 1 devra s'assurer que tous les réseaux (EU, EV, etc. ...) aient été coupés, isolés ou déviés dans le cadre de son marché à prix forfaitaire ;
- le LOT 1 devra l'évacuation des tous les matériels (tables, chaises, machines...) restant dans chaque local après le déménagement effectué par le MOA, dans le cadre de son marché à prix forfaitaire ;
- la coupure, l'isolement ou la déviation des différents réseaux techniques seront exécutés par les lots techniques concernés (LOT 2 et LOT 3).

## **2.3 CONDITIONS LIMITATIVES RELATIVES A LA PERIODE D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Les modalités applicables en matière de périodes d'exécution des travaux immobiliers et l'approvisionnement des chantiers sont fixées par différents arrêtés communautaires, ministériels, régionaux et municipaux.

Le LOT 1 devra afficher à l'entrée du chantier les arrêtés précités, ainsi que celui réglementant les horaires de circulation des poids lourds, le cas échéant, et plus en général les indications nécessaires en accord avec la Direction du Conservatoire, la Direction du Parc de la Villette et, si concernée, la Direction de la Voirie de la Ville de Paris.

### **2.3.1 BRUITS DE CHANTIER**

Les bruits de chantier sont ceux identifiés dans la Notice Acoustique (cf. 1.7 *Nuisances sonores émises par le chantier*) qui stipule aussi les spécifications techniques applicables, les dispositions en matière de contrôle des niveaux sonores émis par le chantier, la caractérisation acoustique et vibratoire des matériels utilisés et les modes opératoires à proscrire et ceux à privilégier.

Les modalités applicables en matière de bruit de chantier sont également fixées par des arrêtés ministériels et municipaux.

Le LOT 1 assurera le respect desdites modalités ainsi que de requis formulés dans la Notice Acoustique.

Le MOA, le MOE et/ou le Pilote se réservent le droit de suspendre les interventions du simple constat du manque de respect des règles et requis en question, sans que la suspension des travaux puisse constituer une justification pour un éventuel retard ou décalage du délai d'exécution.

A la deuxième demande d'arrêt des interventions bruyantes dans la même journée, le chantier est arrêté pour le reste de la journée.

Le Conservatoire étant un établissement d'enseignement régulièrement fonctionnant dans toutes les zones hors travaux, les travaux bruyants peuvent avoir lieu :

- du 1<sup>er</sup> juillet et le 31 août (période de fermeture estivale) sans aucune limitation ;
- durant les deux semaines de fermeture correspondant aux fêtes de fin d'année sans aucune limitation ;
- durant les périodes autres que celles définies ci-dessus, avec les limitations suivantes :
  - o les travaux bruyants sont proscrits tous les jours d'ouverture du Conservatoire au-delà 10h ;

Les travaux engendrant des nuisances sonores entendables dans toutes les zones hors périmètre, qu'il s'agisse de transmissions aériennes ou des transmissions solidiennes, peuvent donc être exécutés uniquement entre 6 heures et 10 heures sans exceptions.

Toutes les interventions (non seulement les travaux bruyants) sont proscrits pendant les périodes de concours, qui sont les suivantes :


- 1er au 15 février 2026 ;
- 21 février au 9 mars 2026 ;
- 4 mai au 4 juillet 2026 ;
- 3 mai au 3 juillet 2027 ;

(Calendrier susceptible d'anticipations ou de décalages en fonction des besoins pédagogiques et logistiques, les durées indiquées ci-dessus étant généralement reconductibles (environ 13 semaines)).

Toutes les interventions à la charge de tous les lots devront respecter de manière stricte les prescriptions formulées ci-dessus. Chaque entreprise par rapport à ses ouvrages doit mettre en place à ses frais toutes les mesures nécessaires pour annuler les nuisances sonores en cas de travaux bruyants à réaliser après 10h.

### 2.3.2 ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX

Conformément au CCAP les titulaires des différents lots proposeront au visa de l'OPC un calendrier d'exécution des travaux en précisant les durées prévisionnelles précises de toutes les tâches ainsi que les effectifs prévisionnels, comprenant les études d'exécution et de synthèse. Ce calendrier doit obligatoirement être compatible avec le *Calendrier Prévisionnel d'exécution* annexé au CCAP, et doit tenir compte des directives du présent document.

 cf. CCAP ANNEXE 3 Calendrier prévisionnel d'exécution et Phasage

Dans ce but, chaque mandataire de Lot transmettra au MOE et/ou à l'OPC les renseignements suivants, indispensables à la planification des études et à l'exécution de ses travaux et de ceux de ses sous-traitants :

Maximum deux semaines après la réception de l'OS de démarrage de la période de préparation :

- la liste prévisionnelle détaillée des documents d'exécution et des échantillons et prototypes (la page de garde et la numérotation de chaque document pouvant être imposées par le MOE) ;
- les calendriers et délais d'établissement et de diffusion des plans d'exécution ;
- les calendriers et délais de présentation d'échantillons et de prototypes.

Maximum quatre semaines après la réception de l'OS de démarrage, :

- les calendriers et délais d'exécution des travaux ;
- les temps élémentaires (décomposition des tâches et durées correspondantes), les contraintes, les cadences, les moyens et les effectifs envisagés ;
- les délais unitaires de commande, approvisionnement, fabrication et pose ;
- les délais relatifs aux formalités administratives ;
- les délais de décision (choix - options).

Chaque entreprise fournira la courbe prévisionnelle d'effectifs.

Chaque entreprise a pour obligation de présenter à l'OPC ainsi qu'au Coordonnateur SPS une note explicative / de phasage relative à la méthodologie de réalisation des ouvrages. La méthodologie utilisée pour l'exécution des travaux de chaque lot devra être décrite de manière détaillée dans les programmes d'exécution (art. 28.2 du CCAG).

Tous les documents transmis par les entrepreneurs devront se conformer au Calendrier prévisionnel d'exécution annexés aux pièces du marché.

Ces informations seront consolidées par l'OPC pour l'établissement du calendrier détaillé des études et travaux TCE.

Les entreprises décriront notamment avec précision :

- les différentes phases et zones ;
- les engins, matériels et outillages utilisés ;
- les rythmes de rotation, les cinématiques de travail ;
- la circulation des engins et véhicules ;
- les effectifs par jour et par postes ;
- la mise en place et l'approvisionnement du gros matériel (centrales, groupe électrogène si nécessaire, etc.).

### **2.3.3 RISQUES PARTICULIERS**

L'attention des entreprises est attirée sur les risques particuliers occasionnés par la réalisation des structures, qu'il en soit la nature, et par l'implantation de l'aire extérieure de chantier à l'extérieur du Conservatoire.

Concernant ces premières, il s'agit notamment des ouvrages suivants (liste non exhaustive) :

- reprise en sous-œuvre des structures porteuses verticales existantes ;



- fondations des structures porteuses neuves ;
- étaitements des structures existantes ;
- approvisionnement et mise en place de profilés métalliques de dimensions importantes ;
- conduite et manipulation d'engin et outils lourds.

Plus en général, les travaux à risques particuliers feront l'objet d'une notice méthodologique avec plan et d'un PPSPS spécifique.

## **2.4 SOUS-TRAITANCE ET INTERIM**

### **2.4.1 SOUS-TRAITANCE (ART. 3.4 DU CCAG)**

Cf. dispositions contenues dans les documents suivants :

- ☞ CCAG, art. 3.4
- ☞ CCAP ANNEXE 4 Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

### **2.4.2 EMPLOI DE PERSONNEL PROVENANT DE SOCIÉTÉS D'INTERIMAIRES**

L'entrepreneur et les sous-traitants employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné ;
- le certificat d'aptitude médicale pour la profession déterminée a bien été délivré ;
- l'intéressé est en règle du point de vue "carte de travail et carte de séjour" ;
- l'intéressé a reçu le matériel de protection individuelle ;
- sa mission doit être conforme à l'article L. 124 du Code du Travail et déterminée clairement dans son ordre de mission ;
- l'intéressé devra avoir reçu le livret d'accueil, dès son arrivée sur le site ;
- l'intéressé devra être informé des modalités de tri sélectif et propreté du chantier.

## **2.5 ORGANISATION DES RÉUNIONS, VISITES DE CHANTIER ET ÉTAT DES LIEUX**

Les entreprises seront tenues d'assister à toutes les réunions, visites ou état des lieux auxquels elles sont convoquées et/ou conviées. La liste des réunions prévues, non exhaustive, est la suivante :

1. réunions de chantier TCE, hebdomadaire (maître d'œuvre) ;
2. réunions d'études et de coordination technique, hebdomadaire (MOE et/ou OPC) ;
3. visite de chantier hebdomadaire ou plus suivant besoin ;
4. réunions particulières de synthèse ;
5. réunions mensuelles de pointage des travaux réalisés en vue de l'établissement des décomptes mensuels ;

6. visites d'état des lieux ponctuelles.

La présence de tous les lots est obligatoire pour les réunions listées du point 1 au point 3.

Il est précisé que les dates et horaires des réunions seront fixés par le MOE seul.

## 3 INSTALLATIONS GÉNÉRALES DU CHANTIER

### 3.1 GÉNÉRALITÉS

L'organisation du chantier est coordonnée par l'organisme chargé de l'OPC ou par le MOE en son absence. Le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS s'assurent toutefois du respect par les entreprises et les sous-traitants des règles de sécurité, chacun dans le cadre de sa mission.

Toutes les installations de chantier d'intérêt commun seront définies lors de la phase préparation de chantier TCE suivant les indications données dans le dossier de consultation des entreprises, au travers de la présente note et des autres pièces marché du DCE.

Les installations et stockages sur le site du chantier seront étudiés avec la MOE, le Pilote et le CSPS et devront tenir compte des charges admissibles des surfaces et sols désignés.

Les installations de chantier communes et les moyens de levage communs ne pourront être déposés qu'avec l'accord du Coordonnateur SPS.

Production du béton : il n'est pas prévu d'installation de centrale sur le site ou à proximité du chantier.

### 3.2 PRODUITS TOXIQUES OU INFLAMMABLES

Avant l'entrée sur le chantier de toute substance ou préparation dangereuse (inflammable, toxique, explosive), il y a lieu obligatoirement d'en informer le CSPS. Les fiches toxicologiques des produits devront obligatoirement être transmises au coordonnateur SPS.

L'emploi de substances ou préparations dangereuses est réglementé : voir P.G.C.S.P.S.

### 3.3 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Pendant la période de préparation le titulaire du LOT 1, tenant compte des besoins particuliers qui lui seront obligatoirement transmis par tous les corps d'état, devra rédiger un cahier de plans d'installation de chantier qui fera apparaître :

- l'emplacement des accès aux voies principales de chantier des camions ;
- l'indication des dispositifs prévus pour garantir la propreté de ces accès et des voies du domaine public ;
- l'emplacement des accès piétons et personnels qui devront être indépendants ou compatibles avec ceux des véhicules lourds ;
- l'emplacement et la surface au sol des zones de stockage, même provisoires, de matériaux ou matériel pour l'ensemble des corps d'état ;
- l'emplacement des fosses de décantation de laitance et les dispositifs d'évacuation des eaux résiduelles le cas échéant ;
- l'emplacement et les différentes caractéristiques d'emprise des engins de manutention et de levage ainsi que les dates d'installation et le repli de ces engins, si présents ;

- l'emplacement et les différentes caractéristiques d'emprise des installations propres aux lots techniques.

Ce plan tiendra compte des indications du Plan Général de Coordination établi par le coordonnateur SPS et plus en général :

- de la réglementation en vigueur relative aux dégagements et issues de secours (dans les cantonnements, notamment) ;
- des dispositions imposées par le Maître d'Ouvrage, le Pilote et le Maître d'œuvre ;
- des prescriptions édictées par les services de police et de voirie ;
- des indications fournies par les différents concessionnaires (électricité, eau, gaz, téléphone, câble, etc.).

La base vie prendra place dans la zone chantier comme indiqué dans le document *CCAP ANNEXE 12 Plan d'Installation de Chantier* annexé au présent DCE.

Après avoir recueilli par tous les lots les informations nécessaires, le LOT 1 rédigera et diffusera pour avis au MOA, au MOE et au Pilote et au Coordonnateur SPS le *Cahier des plans d'installation de chantier d'exécution*.

En particulier pour ce qui concerne l'installation de chantier à l'extérieur, ce cahier de plans devra impérativement respecter les emprises et directives négociées avec la Direction du Conservatoire, la Direction du Parc de la Villette et, si concernée, la Direction de la Voirie de la Ville de Paris, ainsi que des représentants des établissements riverains (notamment le Théâtre Paris-Villette), lesdites emprises figurant dans le document *CCAP ANNEXE 12 Plan d'Installation de Chantier*. Ces directives ont valeur contraignante tout en restant des indications en phase DCE, la rédaction des *Plans d'installation de chantier d'exécution* et les responsabilités qui en découlent restant à la charge du LOT 1.

Il appartient au LOT 1 d'organiser toutes les réunions et de produire les pièces nécessaires pour recueillir l'avis de la Direction du Conservatoire, la Direction du Parc de la Villette et, si concernée, la Direction de la Voirie de la Ville de Paris et des représentants des établissements riverains (notamment le Théâtre Paris-Villette) au sujet de l'implantation de l'aire extérieure de chantier.

Le plan des emprises de chantier, après avoir obtenu les accords du MOA, du MOE, du Pilote et du CSPS devra être adressé par l'intermédiaire de la Maîtrise d'Ouvrage, pour l'obtention de l'autorisation de s'implanter sur le domaine public à la Direction du Parc de la Villette et, si concernés, aux services administratifs compétents.

L'entreprise titulaire du LOT 1 aura à sa charge au titre de son marché les travaux de voirie préalables au démarrage des travaux d'aménagement des emprises de chantier situés sur le domaine public le cas échéant. Dans ce cas, les travaux devront être conformes aux prescriptions du 7<sup>ème</sup> protocole (ou ses modifications successives) définissant les attendus de voirie et devront être réalisés en coordination avec chacun des concessionnaires concernés.

La nécessité d'exécuter, en conformité des besoins, les installations de chantier collectives conduit à demander à toutes les Entreprises de bien vouloir remettre, pendant la période de préparation, et au plus tard quatre semaines après OS de démarrage, les informations suivantes :

- une prévision de leurs moyens humains et matériels pour les études d'exécution et de synthèse ;
- une prévision de leurs moyens humains pour les travaux ;
- un calendrier détaillé des travaux propres à leurs ouvrages ;
- une prévision de leurs moyens de levage ;
- une préfiguration de la cinématique (notamment en matière d'accès et de circulation, de moyens de levage, d'échafaudages, de besoins d'aire de stockage et d'atelier) ;
- une prévision de leur trafic et moyens d'approvisionnement vers le site ;
- une évaluation de leurs surfaces en magasins, containers et parcs de stockage ;
- un bilan estimatif de leur consommation électrique.

### **3.4 INSTALLATIONS EXTERIEURES AUX BATIMENTS**

L'installation de l'aire extérieure de chantier se fera conformément aux prescriptions contenues dans le document *CCAP ANNEXE 12 Plan d'Installation de Chantier* intégrant le DCE et aux indications figurant dans le paragraphe ci-dessus pour ce qui concerne l'implantation sur le domaine public et l'obtention des autorisations nécessaires.

Les installations extérieures concernent essentiellement la mise en place de la base vie, décrite dans le paragraphe *0.9 Installations extérieures*.

Les emprises de chantier étant limitées, les stockages sur site doivent être limités aux stricts besoins de chaque entreprise.

Le stockage sur site à l'extérieur du bâtiment n'est pas autorisé.

#### **3.4.1 BRANCHEMENTS PROVISOIRES D'EAU**

Les branchements provisoires du réseau d'eau potable pour les installations communes de chantier (adductions générales EF) sont réalisés par le LOT 2 dans le cadre de son marché à prix forfaitaire depuis les réseaux existants : cela comprend l'adduction EF de la base-vie et les points d'eau desservant le chantier en fonction des différents besoins liés aux interventions.

La distribution terminale de la base-vie sera réalisée par le LOT 1 au titre de son marché forfaitaire.

L'ensemble des canalisations du réseau de distribution d'eau (pourvu de compteur et clapet anti-retour si nécessaires) sera hors gel.

Les ouvrages éventuellement nécessaires pour leur enfouissement seront réalisés par le LOT 1 au titre de son marché forfaitaire.

L'entretien des divers réseaux de distribution d'eau sera à la charge des lots les ayant réalisés pour toute la durée du chantier.

Les abonnements et consommations d'eau depuis le démarrage du chantier jusqu'à la fin de l'opération sont à la charge du maître d'ouvrage pour tous les lots.

Il pourra néanmoins être demandé l'installation de compteurs permettant de quantifier les consommations du chantier selon les prescriptions formulées dans le document *CCAP ANNEXE 10 Limites des prestations*.

### **3.4.2 BRANCHEMENTS PROVISOIRES AUX RESEAUX D'EVACUATION (EP, EU ET EV)**

Les branchements provisoires d'égouts depuis les réseaux extérieurs et intérieurs et jusqu'aux installations communes de chantier, aires de lavage des véhicules sont réalisés par le LOT 1 dans le cadre de son marché à prix forfaitaire, y compris les ouvrages éventuellement nécessaires pour leur enfouissement. Les canalisations avec clapet anti-pollution seront hors gel. L'entretien des divers réseaux d'évacuation sera également à la charge du LOT 1 au titre de son marché à prix forfaitaire.

Des branchements et l'entretien de réseaux complémentaires d'égouts pour des installations complémentaires communes de chantier seront exécutés par le LOT 1 depuis les réseaux situés à l'intérieur de l'emprise du chantier au titre de son marché à prix forfaitaire.

Tout raccordement des baraques de chantier devra être réalisé selon les prescriptions du règlement sanitaire départemental.

#### **Eaux pluviales**

Les branchements sur domaine public éventuellement nécessaires et en attente de raccordement devront être obturés. Les regards de visite recevront leur fermeture. Les rejets d'eaux pluviales en provenance du chantier devront être précédés de bassins de retenue suffisants pour permettre la décantation des éléments fins.

- les eaux résiduelles rejetées dans le réseau public devront être claires et non chargées dans le respect des règles générales établies pour le dossier loi sur l'eau ;
- le raccordement des eaux pluviales, si en dehors de l'aire de pertinence du Conservatoire, se fera aux conditions prescrites par le service d'assainissement, compris sujétions de tamponnement, débits contrôlés, etc.
- s'il y a lieu, la demande de raccordement sera faite pour les Eaux pluviales comme pour les Eaux usées et Eaux vannes auprès des concessionnaires.

### **3.4.3 BRANCHEMENTS PROVISOIRES TELEPHONE ET INTERNET (HAUT DEBIT)**

Si nécessaires, les branchements et installations provisoires de lignes téléphoniques et internet (ADSL haut débit) depuis les réseaux existants jusqu'aux installations communes de chantier seront réalisés par le LOT 3 Electricité CFO et CFA dans le cadre de son marché à prix forfaitaire.

L'entretien sera réalisé également par le LOT 3 au titre de son marché à prix forfaitaire.

Les abonnements et consommations téléphoniques, internet, etc. éventuellement nécessaires seront à la charge du compte Prorata.

### **3.4.4 BRANCHEMENTS PROVISOIRES D'ELECTRICITE**

Le LOT 3 Electricité CFO et CFA assurera par l'intermédiaire d'un ingénieur, ayant les compétences requises, l'étude complète de l'installation électrique du chantier – force, lumière et éclairage de sécurité – dans le cadre de son marché à prix forfaitaire.

Il aura à sa charge la réalisation de l'installation, son entretien, les adaptations nécessaires en fonction de l'avancement des travaux, la dépose à la fin du chantier.

Les raccordements provisoires d'électricité (compris installations de compteurs) pour chaque phase de travaux seront réalisés depuis les réseaux existantes, extérieurs ou intérieurs qu'ils soient, transformateur EDF, ou sur le site (y compris les compteurs) jusqu'aux installations communes de chantier, aires de lavage des véhicules, par le LOT 3 dans le cadre de son marché à prix forfaitaire.

Des branchements complémentaires d'électricité pour des zones ou pour des installations complémentaires seront exécutés par le LOT 3 (à l'intérieur de l'emprise chantier) au titre de son marché à prix forfaitaire.

L'éclairage général et spécifique de chantier et la distribution force seront distribués par des lignes séparées et seront exécutés par le LOT 3 au titre de son marché à prix forfaitaire.

Depuis l'OS de démarrage des travaux jusqu'à fin de l'opération, le LOT 3 assurera dans le cadre de son marché à prix forfaitaire l'entretien et l'extension des réseaux électriques de toutes les phases du chantier.

Les abonnements et consommations électriques depuis le début du chantier jusqu'à fin de l'opération seront à la charge du maître d'ouvrage pour tous les lots.

Il pourra néanmoins être demandé au LOT 3 l'installation de compteurs permettant de quantifier les consommations du chantier selon les prescriptions formulées dans le document CCAP ANNEXE 10 *Limites des prestations*.

Les tranchées et réservations éventuellement nécessaires pour le cheminement des réseaux sont réalisées LOT 1 au titre de son marché à prix forfaitaire.

L'installation électrique de chantier sera vérifiée dans sa globalité par un organisme de contrôle agréé à la charge du LOT 3 dans le respect des normes en vigueur.

### **3.4.5 ACCES AVEC SIGNALISATION D'APPROCHE DU CHANTIER ET VOIES DE CIRCULATION DANS L'EMPRISE DU CONSERVATOIRE**

#### **3.4.5.1 ACCES ET SIGNALISATION POUR L'APPROCHE DU CHANTIER**

A OS (démarrage de la période de préparation) + 14 jours calendaires le LOT 1 transmet pour validation à la Maîtrise d'œuvre, les services de sécurité du site via le MOA, les pompiers si concernés et le Coordonnateur SPS un plan de signalisation et de circulation dans le cadre de son marché à prix forfaitaire.

Après validation du plan de signalisation et de circulation et selon les prescriptions formulées par l'OPC, le LOT 1 exécutera, la signalisation par panneaux normalisés, du chantier afin de faciliter l'approche des fournisseurs, dans le cadre de son marché à prix forfaitaire.



### **3.4.5.2 VOIES DE CIRCULATION DANS L'EMPRISE DU CHANTIER**

Le LOT 1 réalise dans l'enceinte du chantier les voies carrossables (avec protection des sols existants), rampes d'accès éventuelles, pour des véhicules routiers lourds de transport de marchandises, de secours et de sécurité, nécessaires à la desserte des aires de chantier et de stockage y compris les accès pompiers, les accès aux locaux de cantonnements communs, des vestiaires des entreprises, les bureaux de maîtrises devront être assurés depuis l'entrée du chantier au titre de son marché à prix forfaitaire.

Le LOT 1 réalisera aussi toutes les protections nécessaires pour la protection des lieux et la sauvegarde des plantations dans les abords du chantier et le long des circulations dans l'emprise du parc. Il en assurera l'entretien pendant toute la durée des travaux.

Le LOT 1 exécutera l'entretien de toutes les voiries, aires de chantier, trottoirs au titre de son marché à prix forfaitaire pour la durée de l'opération.

Le LOT 1 aura l'entretien des abords au titre de son marché à prix forfaitaire à partir de l'OS de démarrage jusqu'à fin de l'opération.

Le LOT 1 sera amené à compléter les voies et aires de chantier autant que de besoin pour ses interventions propres dans le cadre de son marché à prix forfaitaire.

Ces prestations sont dues par le Lot 1 au titre de son marché à prix forfaitaire.

### **3.4.5.3 LAVAGES DES CAMIONS ET VEHICULES DE CHANTIER**

Sans objet.

### **3.4.6 AIRES DE CHANTIER ET DE STOCKAGE COMMUNS A TOUS LES CORPS D'ETAT**

Le LOT 1 aura à sa charge la réalisation et les modifications des aires de chantier et de stockage TCE, au titre de son marché à prix forfaitaire. Il est précisé que tout stockage ou installation irrégulière pourra être évacuée sans mise en demeure préalable par une entreprise extérieure aux frais du contrevenant.

L'entretien sera assuré par le LOT 1 depuis la fin de leur réalisation des aires de chantier et de stockage au titre de son marché à prix forfaitaire.

### **3.4.7 AIRES DE STOCKAGE EXTERIEURES AU CHANTIER**

Aucun stockage n'est possible à l'extérieur.

### **3.4.8 CLOTURES**

En protection de l'aire de chantier extérieure de chargement et déchargement indiquée dans le PIC et de l'aire d'implantation des bungalows à l'extérieur sera mise en œuvre une clôture formée d'éléments avec partie haute grillagée et partie basse semi-opaque, stablement liés entre eux.

La clôture sera disposée de manière à laisser libre l'accès existant du Parking en façade Nord du bâtiment D ainsi que la voie-pompiers existante.

La clôture sera de type partie haute grillagée et partie basse semi-opaque grise. Elle sera mise en œuvre en prenant les dispositions nécessaires pour qu'elle résiste au vent.

Une bâche imprimée sur dessin fourni par le MOA, produite et fixée par le Lot 1 au titre de son marché, habillera les côtés exposés de la clôture (côté Nord et côté Est).

La clôture sera dotée d'un portail de dimensions adaptées fermable à clé.

Les sols compris à l'intérieure de l'aire délimité par la clôture de chantier ainsi que ceux à l'extérieur de celle-ci éventuellement susceptibles d'être endommagés lors des activités de chargement et déchargement sont à protéger de manière permanente durant toute la durée des travaux (à la charge du LOT 1 au titre de son marché à prix forfaitaire).

Les barrières et les éléments de clôture ainsi que leur habillage seront fournies et mises en place par le LOT 1, qui en assurera jusqu'à la fin du chantier l'entretien, le remplacement des éléments endommagés et la modification suivant besoin.

Le LOT 1 est tenu à effectuer un nettoyage des aires extérieures de chantier périodique et autant que de besoin.

Des palissades intérieures, étanches à la poussière et réduisant les émissions sonores, seront disposées en isolement des zones exploitées des zones d'intervention à tous les niveaux et à tous les endroits où cela est nécessaire. L'Entrepreneur fera son affaire du choix du système le plus approprié considérant la demande de protection des espaces exploités et eu égard aux préconisations de l'Acousticien formulée dans la Notice Acoustique, le cas échéant.

#### **3.4.8.1 ACCES AU SITE DES PIETONS**

Se fera toujours via le PC Sécurité où les Travailleurs devront registrer leur arrivée et leur sortie, même si provisoire, du chantier.

Confer les dispositions contenues dans le paragraphe *Base vie et accès des travailleurs au site et au chantier* ci-dessus et dans les documents suivants :

- |   |   |
|---|---|
| ☞ | CCAP ANNEXE 11 Note d'Organisation de Chantier, point 0.9 |
| ☞ | CCAP ANNEXE 12 Plan d'Installation de Chantier            |

#### **3.4.8.2 ACCES VEHICULES**

L'accès véhicule se fera depuis la rue Edgar Varèse, selon les indications données ci-dessus.

Confer les dispositions contenues dans les documents suivants :

- |   |   |
|---|---|
| ☞ | CCAP ANNEXE 11 Note d'Organisation de Chantier, point 0.9 |
| ☞ | CCAP ANNEXE 12 Plan d'Installation de Chantier            |

### 3.4.8.3 CONTROLE DES ACCES

Le titulaire de chacun des lots s'occupera de la gestion de toutes les interventions de chargement et de déchargement entre la sortie des élévateurs de chantier et les camions, assurant aussi la fonction de gardiennage dans la limite de l'accès au chantier à niveau des pénétrations dans l'aire/les aires extérieures de chantier. Plus précisément, chaque lot gèrera en coordination avec les autres lots le contrôle d'accès à niveau de l'aire de livraison.

La tenue du **Registre des entrées/sorties des travailleurs** sera faite par le Personnel de Sécurité du Conservatoire du (PC Sécurité à l'entrée du personnel).

La rédaction et la gestion des **Permis Feu** et la **surveillance après travaux** (personne habilitée SSIAP) seront assurées par le personnel de Sécurité du Conservatoire.

Sauf intervention d'urgence, l'accès et la sortie des travailleurs doit impérativement se faire par l'entrée du personnel en passant devant le PC Sécurité pour enregistrement sur le Registre des entrées/sorties des travailleurs.

Le titulaire de chaque lot mettra en place le personnel nécessaire pour rendre compte de la survenance de quelque situation méritant une prise en compte immédiate (secours, défauts de signalisation, risque potentiel, gravois en circulation, trappes et trémies non sécurisées et plus en général toute situation dangereuse pour les personnes présentes sur site quel qu'en soit le titre). Les moindres informations, y compris celles pouvant être anodines, devront être consignées par écrit dans un Registre de Chantier prévu à cet effet.

Chaque lot devra constater ou veiller à tous actes de malveillance et le cas échéant aider à l'évacuation sans panique des personnels en lieu et place, si ordre était donné en ce sens par les responsables compétents ou devant une situation manifeste.

L'ouverture et la fermeture du portail et de toute autre accès à l'aire extérieure de chantier depuis l'extérieur sont à la charge du Lot 1 durant les horaires usuels de travail. Ils sont à la charge de l'entreprise / des entreprises concernée en cas d'intervention au-delà des horaires usuels ou d'interventions en week-end et jours fériés.

Le LOT 1 vérifiera l'état de propreté et de sécurité du chantier, de la base vie et de ses abords, signalera toute situation anormale au Pilote et au MOE et y remédiera immédiatement.

Les **véhicules de livraison ou d'évacuation** doivent respecter les accès spécifiques protégés et les consignes données par le Pilote et le MOA. Le personnel du Conservatoire aura autorité de refuser tout accès si celui-ci n'a pas été communiqué par l'entreprise concernée **48h à l'avance** et autorisé par le personnel du Conservatoire. Chaque responsable d'entreprise s'adressera au personnel du Conservatoire (PC Sécurité), pour planifier ses besoins de livraison.

Les rondes en début et en fin de journée sont assurées par le personnel de sécurité du Conservatoire.

Les approvisionnements seront planifiés sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage. Les points d'attente seront clairement précisés pour éviter toutes nuisances aux riverains.

Compte-tenu de l'environnement du chantier, le stockage d'attente des véhicules est impossible. Les approvisionnements devront donc être programmés en flux tendu, avec, le cas échéant des colisages adaptés.

L'**autorisation d'accès** sur le chantier ne sera donnée que par le personnel de sécurité du Conservatoire, sous réserve que la zone de déchargement soit libre, et l'outil de manutention désigné soit disponible.

Tout véhicule qui dérogerait à cette instruction s'expose à un refus d'accès.

**Les livraisons au chantier devront être suivies très rigoureusement par chaque Entrepreneur.**

Toute dégradation sera réparée aux frais de l'entreprise fautive ou, dans l'impossibilité d'identifier le coupable, sera prise en charge par le compte prorata.

Les dépassements d'horaires et les interventions le samedi/dimanche et jours fériés nécessiteront l'accord du Maître d'Œuvre, du Maître d'Ouvrage et la prise en charge des éventuels frais annexes par l'entreprise demanderesse.

Pour des raisons exceptionnelles des livraisons qui ne respecteraient pas ces contraintes pourront être autorisés uniquement par le MOA.

#### **3.4.9 PANNEAUX DE CHANTIER**

Le panneau de chantier sera imprimé (sur support adéquat résistant aux intempéries) et installé par le LOT 1 sur le site au plus tard un mois après la notification du marché et sera complété et entretenu suivant les indications de la Maîtrise d'Ouvrage, du MOE, au titre de son marché à prix forfaitaire.

Le LOT 1 mettra en place et entretiendra, face au domaine public, le panneau de chantier suivant le modèle qui sera fourni par le MOA (dim. env. 1 x 2 m), portant les renseignements propres à l'opération : Intitulé de l'opération, Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre, Ingénieries, Bureau de contrôle, CSPS, CSSI, références des autorisations éventuelles, entreprises, etc.

Le LOT 1 doit aussi :

- la pose et la maintenance du panneau, ainsi que et la mise à jour des intervenants, et plus en général des données susceptibles de modifications, pendant toute la durée du chantier ;
- le nettoyage (retrait des affichages sauvages, des salissures, graffitis, etc.) du panneau, comme pour la palissade ;
- l'entretien (maintien d'un bon état), remplacement immédiat des éléments endommagés, avec prise en charge des frais en cas de responsable non identifié ;
- la dépose et l'évacuation en fin de chantier.

#### **3.4.10 PANNEAU D'AFFICHAGE DES AUTORISATIONS ET COMMUNICATIONS DIVERSES**

Sur le panneau de chantier mentionné ci-dessus figureront aussi les références des autorisations de travaux et de la déclaration d'ouverture de chantier. Les données à afficher seront transmises par le MOA, titulaire des autorisations administratives.

### **3.4.11 DIVERS**

La mise en place en nombre suffisant l'entretien et le remplacement d'extinctrices multifonctions dans la zone de chantier est due par le LOT 1 au titre son marché à prix forfaitaire. Il sera mis à disposition des visiteurs éventuels des casques et des paires de chaussures de chantier en accord avec les recommandations du CSPS.

### **3.4.12 INSTALLATIONS COMMUNES POUR LES ENTREPRISES**

#### **3.4.12.1 CANTONNEMENTS**

Dans le cadre de son prix forfaitaire le LOT 1 aura à sa charge l'ensemble des installations communes TCE (fourniture, pose, entretien, nettoyage et dépose) et plus particulièrement l'aménagement des cantonnements suivant le *Plan d'Installation de Chantier* et dans le respect des réglementations d'hygiène et de sécurité sur les chantiers fixes sont inscrites dans la loi du 31/12/1993 modifiée le 01/01/1997 et ses décrets d'application.

Les installations communes TCE devront être opérationnelles avant le démarrage des interventions suivant le *Calendrier prévisionnel d'exécution*.

#### **3.4.12.2 TELEPHONES DE CHANTIER ET RESEAUX INFORMATIQUES**

Raccordement sur réseaux existants.

### **3.4.13 INSTALLATIONS PRIVATIVES POUR LES ENTREPRISES**

Les emplacements des aires et baraquements de stockage sont toujours attribués par le Pilote et/ou par le MOE sous réserve d'autorisation du MOA.

### **3.5 INSTALLATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE SITE**

#### **3.5.1 EVACUATIONS DES EAUX PLUVIALES**

Les descentes et ouvrages provisoires d'évacuation des eaux pluviales seront dimensionnés, fournis et mis en place par le LOT 1, le cas échéant.

#### **3.5.2 ELECTRICITE**

##### **3.5.2.1 GENERALITES**

Les installations seront évolutives en fonction de la réglementation et des effectifs présents sur chantier. Elles seront alimentées par les réseaux de distributions provisoires.

##### **3.5.2.2 INSTALLATIONS PROVISOIRES**

Prestations dues par le LOT 3 Electricité Courants forts et faibles depuis l'OS de démarrage jusqu'à la fin de l'opération TCE au titre de son marché à prix forfaitaire.

- L'éclairage et le courant fort seront distribués par des lignes séparées. Les extrémités de câbles devront posséder une isolation à l'endroit de la jonction aux appareils.

- L'alimentation de l'outillage portatif équipé en tension inférieure à 50 volts devra être fournie par un transformateur de sécurité comportant des enroulements séparés, le secondaire étant isolé de la terre et conforme à la norme NF C-210.
- Aucune alimentation ne sera faite ailleurs que depuis les armoires électriques conçues à cet effet et protégées par des différentiels de départ.
- Un plan d'installation électrique de chantier sera présenté par le Lot 3 Electricité – Courants forts et faibles et soumis pour approbation avant exécution aux Maître d'Ouvrage, au Maître d'œuvre et au Contrôleur Technique.
- Les installations d'éclairage y compris blocs de secours devront être adaptées à l'évolution des travaux afin d'assurer l'éclairage des circulations et des zones aveugles.
- Les tableaux électriques seront implantés à chaque niveau tous les 150 m<sup>2</sup> environ. Il sera prévu plusieurs tableaux de prises de courant de type AP 160 dans le bâtiment existant et ouvrages extérieurs.
- L'alimentation des moyens de levage mécanique mis en place pas le Lot 1 ou pas d'autres lots.
- Régime des neutres de l'établissement : *information à transmettre par le MOA en phase de préparation.*

Chaque tableau de prises comprendra :

- 1 prise            3 x 63 A + T
- 1 prise            3 x 32 A + T
- 2 prises           4 x 32 A + T
- 1 prise            3 x 20 A + T
- 6 prises            2 x 16 A + T

Ils seront protégés par des différentiels instantanés (30 MA).

Dans les étages et locaux techniques, il y aura un tableau par local technique, les tableaux seront en plus équipés de prises 24 volts.

La fourniture, l'installation, l'extension, l'entretien seront réalisées par le LOT 3 Electricité CFO et CFA au titre de son marché à prix forfaitaire. Le LOT 3 en assurera aussi la modification et le déplacement des tableaux de chantier suivant l'avancement du chantier et l'évacuation à la fin des travaux.

Les nécessités particulières des différents lots restent à prendre en compte par chaque lot intéressé. Confère CCTP correspondants et besoins exprimés par tous les lots pendant la période de préparation.

### **3.5.3            ECLAIRAGE DES CIRCULATIONS INTERIEURES                     OU POUR LA CIRCULATION DES GRANDES ZONES**

Le LOT 3 Electricité Courants forts et courants faibles depuis l'OS de démarrage jusqu'à la fin de l'opération TCE au titre de son marché à prix forfaitaire, devra une installation d'éclairage sur le chantier.

Le LOT 3 réalisera cette installation et la complétera ou la modifiera, l'entretiendra au tant que de besoin jusqu'à la réception des travaux au titre de son marché à prix forfaitaire.

Ce repli des installations sera à la charge du LOT 3 au titre de son marché à prix forfaitaire.

L'installation d'éclairage de chantier devra être conforme aux normes NF C15-100 et NF EN 50171.

L'éclairage de chantier provisoire devra permettre aux compagnons de réaliser leurs activités professionnelles dans de bonnes conditions de travail, en respectant les valeurs d'éclairement minimales suivantes :

- 40 lux pour les circulations horizontales
- 60 lux pour les circulations verticales avec emmarchement et zones de stockage,
- 20 lux pour les vestiaires et sanitaires,
- 200 lux pour les postes de travail,
- 40 lux pour toute pièce en sous-sol dont l'accès n'est pas condamné.

Les câbles d'alimentation du réseau d'éclairage de chantier (hors rallonge) seront positionnés à une hauteur de 2 mètres minimum.

L'éclairage des zones de circulation se fera au moyen de guirlandes LED à 24 Volts ou de tubes d'éclairage.

L'éclairage des pièces de grand volume se fera au moyen de ballons lumineux.

Les différents éclairages de chantier présenteront des indices de protection contre les corps solides et les corps liquides adaptés à l'emplacement.

L'installation sera réalisée par du personnel habilité.

### **3.6 HORS D'EAU / HORS D'AIR PROVISoire DES BATIMENTS**

#### **3.6.1 MISE HORS D'EAU PROVISoire**

Dispositif existant maintenu.

Le LOT 1 mettre en place les dispositifs les plus adéquats pour la mise hors d'eau des débouchés des conduits maçonnés d'aération existants au niveau du rez-de-chaussée au droit des façades (un en façade Est, l'autre en façade Sud au droit du PC Sécurité).

#### **3.6.2 MISE HORS D'AIR PROVISoire**

Le LOT 1 assurera au titre de son marché à prix forfaitaire la mise hors d'air à niveau des accès de chantier et entre les zones de chantier et les zones exploitées pour en assurer le chauffage (cf. CCTP Lot 1 Maçonnerie et plâtrerie).

Il assurera aussi la ventilation provisoire de chantier.



### **3.7 PRECHAUFFAGE**

Le préchauffage a pour finalité de maintenir, en tant que de besoin et en fonction des impératifs des travaux dans les bâtiments, la température minimale de 12°C requise pour la réalisation des travaux de certains corps d'état en concordance avec le calendrier prévisionnel TCE.

#### **3.7.1 PRECHAUFFAGE AVEC INSTALLATIONS PROVISOIRES**

Si nécessaire par rapport aux conditions du site, le LOT 2 CVC DF - Plomberie sanitaire devra le préchauffage avec des installations provisoires au titre de son marché à prix forfaitaire. Ce préchauffage sera assuré par des GENERATEURS D'AIR CHAUD "TOUT ELECTRIQUE" type POLY-COMBUS ou similaire, modèle à "marche automatique" et de caractéristiques suivantes :

- puissance électrique de 1 kW à 18 kW (à adapter suivant les zones) ;
- puissance calorifique 15480 kcal/h maximum ;
- volume d'air soufflé 1000 m<sup>3</sup>/h maximum ;
- ventilation par extracteurs ou par déshumidificateurs.

Le LOT 2 assurera l'entretien, le gardiennage et la maintenance de ses installations au titre de son marché à prix forfaitaire.

Dans le même temps, des déshumidificateurs pourront être installés pour obtenir une hygrométrie permettant la réalisation de travaux de second œuvre à la charge du lot concerné.

#### **3.7.2 PRECHAUFFAGE ET VENTILATION AVEC L'INSTALLATION DEFINITIVE**

*Si nécessaire, compatible avec le Calendrier prévisionnel d'exécution et avec l'accord du Maître d'œuvre :*

Le LOT 2 aura la responsabilité du préchauffage du bâtiment avec les installations définitives après repose. Dans cette mission, il devra assurer l'entretien jusqu'à la réception de l'opération au titre de son marché à prix forfaitaire.

Le LOT 2 prendra en charge l'ensemble des frais de la mission.

L'arrêt du préchauffage sera programmé à la réception ou par décision du Maître d'œuvre.

### **3.8 APPAREILS DE LEVAGE, DE MANUTENTION ET DE TRANSPORT**

#### **3.8.1 MOYENS COMMUNS AUX ENTREPRISES**

##### **Moyens de levage communs**

Le Lot 1 devra l'installation des appareils de levage, de manutention et de transport communs à tous les lots indiqués dans le paragraphe suivant.

##### **Moyens de levage propres**

Par dérogation au Code du travail et à l'arrêté du 27 juin 1994 relatif à l'accessibilité des lieux de travail le LOT 1 ne devra pas l'installation et l'entretien de moyens de levage tels qu'échafaudages et assimilables. Chaque Entrepreneur, dans la limite des prestations de son lot, assurera ses propres moyens de levage.

Tous les moyens et appareils de levage seront examinés dans l'analyse des offres par rapport aux contraintes ou aux obligations réglementaires et contractuelles du chantier (travaux à réaliser, calendrier à respecter, contraintes d'environnement du chantier, etc.).

### **3.8.2 MOYENS DE LEVAGE COMMUNS**

Un premier élévateur de chantier (**monte-matériaux**) sera mis en place et entretenu par le LOT 1 dans la trémie du futur LT CVC DF, pour le début du chantier. Lorsque l'avancée des travaux du studio 3D imposera la dépose de ce premier élévateur, un second, plus petit, sera installé et entretenu par le lot 1 dans la trémie du futur ascenseur PMR à l'angle Sud-Est du bâtiment D.

Suivant la configuration des matériaux ou matériels à approvisionner ou évacuer, un treuil sera également mis en place (pour les « big-bags », par exemple) dans la trémie du local DF. L'utilisation de ce treuil sera soumise à la mise en place de tous les équipements de sécurité (garde-corps, harnais,...) ainsi que toutes les vérifications de conformité (essais d'arrachements des fixations, tests en charge, note de calcul...)

Le LOT 1 ou, en son absence, le personnel du Conservatoire assurera la gestion de l'utilisation du lift en évitant le croisement de flux incompatibles. Le bon état de propreté de l'élévateur et d'aire à proximité de celui-ci sera assuré par le LOT 1.

Il est demandé au LOT 1 :

- réalisation d'une baie d'accès de dimensions adéquates en façade Nord, permettant l'acheminement de matériaux et matériels vers l'intérieurs ;
- réalisation de la trémie dans le plancher bas du futur local CVC-DF, accessible depuis la baie ci-dessus (dès que le plancher bas du local sera réalisé) et sa fermeture suivant le phasage (installation de l'élévateur, plus petit, dans la trémie de l'ascenseur neuf à l'angle Sud-Est de la façade du bâtiment D) ;
- mise en place de dispositifs de protection collective suivant les indications contraignantes du Coordonnateur SPS ;
- installation, entretien et dépose suivant phasage d'élévateurs de chantier (monte-matériaux) ayant les caractéristiques suivantes (raccordement électrique à la charge du LOT 3) :
  - o course : selon hauteur à franchir
  - o niveaux desservis : 3 (N0, N-1 et N-2)
  - o surcharge élévateur LT CVC-DF : min. 2 t
  - o surcharge élévateur LT ascenseur neuf : min. 1 t
  - o dim. plateforme LT CVC-DF : env. 1,50 x 3,00 ml
  - o dim. plateforme LT ascenseur neuf : env. 1,2 x 1,2 ml
  - o cabine : fermée ou ouverte, dotée des protections

nécessaires conformément aux normes

- système de porte et rampe flexible
- porte coulissante de largeur appropriée
- commande intelligente avec présélection des étages
- conformité : MRL 2006/42/CE, EN 12159 et toute autre norme en vigueur au moment de la présentation de l'offre.

### **3.8.3 MOYENS PROPRES**

Chaque Entrepreneur est tenu de mettre en place au titre de son forfait, tous les moyens de de manutention ainsi que les échafaudages nécessaires pour la réalisation de ses propres ouvrages. Ces derniers doivent toutefois :

- faire l'objet d'une information et d'un avis du CSPS ;
- être conformes à leur PPSPS ;
- être soumis à l'accord de l'OPC et de la Maîtrise d'œuvre.

La préparation de la surface permettant la mise en place de ces moyens est à la charge de chaque entreprise, quel que soit l'avancement du chantier, ainsi que les renforcements et les protections éventuellement nécessaires suivant l'état des supports, qu'ils soient existants ou neufs.

Les moyens communs de manutention (élévateurs en l'espèce) viennent en complément des moyens propres. Les entreprises ne pourront en aucun cas se prévaloir d'une insuffisance des moyens communs pour justifier une réclamation financière, les moyens qui ne sont pas explicitement prévus ni dans le présent document ni dans les CCTP sont réputés forfaitairement compris.

### **3.8.4 SECURITE DES APPAREILS DE LEVAGE, DE MANUTENTION ET DE TRANSPORT**

#### **3.8.4.1 GENERALITES**

Tout appareil de levage, avant d'être mis en service devra faire l'objet d'une vérification de la part d'un organisme agréé. Le rapport de vérification est obligatoirement remis au CSPS

Tout appareil de levage mobile est soumis à la même obligation.

Les appareils de manutention devront être correctement entretenus : les chargements devront respecter les consignes d'utilisation de ces engins. Tous ces engins roulant au sol seront guidés dans leurs manœuvres.

Les consignes de sécurité doivent être établies, affichées et suivies par le personnel.

Les appareils de levage devront faire l'objet d'un certificat de conformité.

Des recettes pourront être exécutées à la demande des entreprises après accord du lot Gros- Œuvre et de la Maîtrise d'œuvre sur les modes de fixation.

### **3.8.4.2 GRUES A TOUR**

Sans objet.

### **3.8.4.3 GRUES MOBILES**

L'emploi de grues mobiles type « araignée » pourra être envisagé. Ces appareils constituent des moyens de levage et manutention propres.

Les zones de circulations, de manœuvre et d'impact des patins d'appuis devront être protégées.

L'emprise de manœuvre devra être balisée afin d'éviter tout accident.

Il appartient au nécessitant l'usage d'un tel moyen de levage et manutention, au titre de son marché forfaitaire, d'évaluer, en coordination étroite avec tous les autres entrepreneurs titulaires des autres lots, l'adéquation des appareils et la compatibilité avec les interventions exécutées en concomitance.

Un éventuel changement de méthodologie de levage et d'appareils de levage ne pourra pas donner de droits à une rémunération complémentaire.

## **3.9 APPROVISIONNEMENT SUR LE CHANTIER**

VOIR CI-DESSUS.

### **3.9.1 ACCES CHANTIER TCE**

Le Pilote, dans la limite de sa mission, assurera l'établissement de la liste générale des personnels affectés au chantier et son actualisation si évolution permanente des effectifs et la transmettra au personnel de sécurité du Conservatoire.

Les travailleurs doivent être équipés de tenues personnalisées à l'identité de l'entreprise.

Chaque personne doit être porteuse de ses documents d'identité et de son badge BTP.

Un chef d'équipe ou de chantier référent doit être désigné par l'entreprise et présent sur site à chaque intervention de l'entreprise.

Chaque personne est tenue à s'enregistrer pour l'accès au chantier présentant chaque matin à son arrivée ses documents d'identité : le personnel de Sécurité du Conservatoire le contrôle des accès au site sur la base de la liste générale établie par le Pilote et des listes particulières des personnels remises par les différents lots au moins 24 heures à l'avance en cas de modification de la liste générale.

Le personnel de Sécurité notera sur le *Registre des entrées/sorties des travailleurs* les généralités du travailleur, l'entreprise d'appartenance, ainsi que l'heure d'entrée et celle de sortie.

Les entreprises et les sous-traitants devront respecter les consignes et contraintes particulières concernant les accès et les circulations à l'intérieur du site.

Sauf intervention d'urgence, l'accès et la sortie des travailleurs doit impérativement se faire par l'entrée du personnel en passant devant la loge du PC Sécurité pour enregistrement sur le *Registre des entrées/sorties des travailleurs*.

### **3.9.2 ACCES CHANTIER BETON**

Le béton prêt à l'emploi pourra être approvisionné par camion malaxeur sous réserve du respect des contraintes de circulation et de nuisance rappelées ci-dessus et suivant l'accord de la Direction du Conservatoire, de la Direction du Parc de la Villette et, si concernée, de la Direction de la Voirie de la Ville de Paris.

Une voie d'accès (signalisation et protections adaptées) sera aménagée si nécessaire et restera en place uniquement pendant la durée de l'intervention. Le curage se fera régulièrement et autant que de besoin.

Toutes les démarches visant à l'obtention des autorisations nécessaires sont à la charge entière de l'Entrepreneur intéressé.

Il en sera de même pour les pompes à béton, l'entreprise privilégiant l'utilisation de camion à pompe intégrée type « mixo-pompe »

### **3.10 REPLI DES EQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS PROVISOIRES DE CHANTIER**

Les entreprises qui ont installé, complété ou modifié les équipements et installations provisoires de chantiers en assureront le repli.

Le repli comprend la dépose et récupération y compris tous les travaux nécessaires de démolition des fondations et autres massifs en béton éventuellement réalisés ainsi que la remise en état de toutes les zones dans l'emprise des équipements et installations provisoires de chantier.

### **3.11 PROPRETE DU CHANTIER**

#### **3.11.1 GENERALITES**

Chaque entreprise titulaire et sous-traitant devront respecter les modalités de gestion du chantier définies dans la charte Chantier Vert.

##### **3.11.1.1 CONTENEURS A GRAVOIS – TRI SELECTIF SUR CHANTIER**

Le tri sélectif est obligatoire. Il sera réalisé en respectant les indications de la charte Chantier Vert.

Chaque entreprise reste responsable du nettoyage quotidien de ses zones de travail avec transport des déchets dans les conteneurs à gravois.

Les manquements au nettoyage du chantier seront réalisés par un tiers aux frais du/des entreprises défaillantes.

### **3.11.1.2 ORGANISATION DU NETTOYAGE**

En raison de l'interdiction de stockage à l'extérieur, il n'y aura pas de bennes à gravais.

Des conteneurs à gravais de petite taille de tri sélectif sont mises à disposition dans l'emprise du chantier par le LOT 1 qui en assurera l'évacuation quotidienne et le repli.

Les frais de location, mise à disposition suivant les besoins du chantier, évacuation quotidienne et repli des conteneurs à déchets (tri sélectif) sont à la charge du compte prorata, le gestionnaire de la rotation des conteneurs restant le LOT 1. Il est rappelé que les conteneurs :

- doivent être adéquatement signalées ;
- ne doivent pas gêner les circulations internes et externes au chantier ;
- doivent respecter les largeurs de passage minimales pour le passage de piétons et ouvriers et plus en général les prescriptions du coordonnateur SPS ;
- doivent être vidées autant de fois que nécessaire considéré les surfaces de stockage très réduites ;
- il sera pris toute mesure utile pour limiter la propagation de la poussière.

### **3.11.2 NETTOYAGE DU CHANTIER**

#### **3.11.2.1 NETTOYAGE POUR LES O.P.R.**

Un nettoyage général de toutes les surfaces intérieures vues même vitrées et l'intérieur des plafonds suspendus et gaines (techniques de VMC, etc.) sera fait avant état des lieux ou opérations préalables à la réception.

Ce nettoyage sera confié à une entreprise spécialisée mandaté par le comité de gestion du compte Prorata.

La Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage devra donner leur agrément sur cette entreprise.

Il sera réalisé avant les Opérations Préalables à la Réception par la Maîtrise d'œuvre dans la zone concernée et en accord avec le calendrier de réception.

Il sera repris suite aux demandes de la Maîtrise d'œuvre à la fin des Opérations Préalables pour la Réception ou mise à disposition de la zone et / ou service concernée.

Cette opération pourra être répétée autant de fois qu'il le faudra afin d'effectuer les OPR dans des locaux parfaitement propres.

#### **3.11.2.2 NETTOYAGE QUOTIDIEN DE LA BASE VIE ET DU CHANTIER**

Le nettoyage quotidien du chantier, réalisé par le LOT 1, est la charge du compte prorata.

Chaque corps d'état doit néanmoins laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant l'exécution de ses travaux et ce à titre permanent. Chaque entrepreneur doit procéder au nettoyage, à la réparation et remise en état des installations qu'il aura détériorées.

### **3.11.2.3 NETTOYAGE DE LIVRAISON DE SERVICE ET/OU DE LOCAUX APRES LES O.P.R. ET LA LEVEE DES RESERVES**

Un nettoyage général de toutes les surfaces intérieures vues même vitrées et l'intérieur des plafonds suspendus et gaines (techniques de VMC, etc.) sera fait avant la mise à disposition au Maître d'ouvrage.

Ce nettoyage sera confié à une entreprise spécialisée mandaté par le comité de gestion du compte Prorata.

La Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage devra donner leur agrément sur cette entreprise.

Il sera réalisé après les levées de réserves ou après les Opérations Préalables à la Réception avant la mise à disposition des locaux ou services au maître d'ouvrage.

Cette opération pourra être répétée suite aux demandes de la Maîtrise d'ouvrage autant de fois qu'il le faudra afin de livrer au client un ouvrage parfaitement propre.

### **3.11.2.4 NETTOYAGE APRES LA LEVEE DES RESERVES**

Les nettoyages seront réalisés par les entreprises qui auront levé leurs réserves.

S'il y avait défaillance de l'entreprise concernée par la levée de réserve, un constat serait fait et un ordre d'exécution serait donné par la Maîtrise d'œuvre à une entreprise spécialisée dans les 24 heures qui suivraient ce constat. Les frais engagés seront payés par l'entrepreneur défaillant.

### **3.11.2.5 NETTOYAGE DES INSTALLATIONS COMMUNES MAITRISE D'ŒUVRE ET TCE**

Ce nettoyage sera assuré de façon journalière, par le LOT 1.

Les prestations suivantes sont obligatoirement assurées par une entreprise extérieure spécialisée mandatée par le comité de gestion du compte Prorata à soumettre à l'agrément de la Maîtrise d'ouvrage :

- cantonnement communs, vestiaires, sanitaires, douches, bureaux de maîtrise d'œuvre qui seraient éventuellement aménagés dans l'établissement (ces derniers même hors emprise de chantier) : nettoyage quotidien ;
- les parties privatives extérieures les locaux communs et bureaux TCE éventuellement affectées à chaque entreprise seront entretenus par leurs soins.

### **3.11.2.6 NETTOYAGE DES VEHICULES, PROPRETE DES ABORDS**

Les entreprises devront assurer :

- le nettoyage régulier des espaces extérieurs impactés autant que nécessaire et au moins une fois par jour ;
- l'arrosage ou la pulvérisation d'eau en cas de poussière importante lors des travaux de démolition ou de tous autres travaux occasionnant de l'empoussièrement ;

- l'enlèvement systématique avant chaque fin de semaine pour éviter les fouilles et dépôts intempestifs ;
- l'ordre et la propreté des zones de dépôt et de stockages ;
- le respect de la stricte interdiction de brûler quelque déchet que ce soit sur le chantier
- le respect de l'Article 84 du Règlement sanitaire Départemental<sup>1</sup> (RSD) et les dispositions du Règlement de Police Municipale.

Toutes les mesures utiles seront prises afin de garder les voies publiques et l'ensemble des espaces adjacents de ces voies ou du chantier en parfait état de propreté.

Toutes les dispositions pour éviter toutes dégradations des voies publiques, respect des itinéraires obligatoires, des limitations de charge et de vitesse, etc. seront prises.

Il sera prévu un système de nettoyage et de décrottage des véhicules efficace afin d'empêcher toute salissure des voiries.

En cas de défaillance de l'entreprise titulaire du LOT 1 quant aux prescriptions ci-dessus, la Maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de faire procéder aux frais du LOT 1, des travaux de nettoyage des chaussées souillées cela 8 heures après mise en demeure par écrit (courrier ou courriel) restée sans effet.

En cas d'urgence, de présence de risque pour les riverains et les usagers, le Maîtrise d'ouvrage fera procéder au nettoyage avant la nuit et en avertira les entrepreneurs par fax ou courriel ; ce dernier en supportera tous les frais engagés commandés par l'urgence.

### **3.11.2.7 NETTOYAGE DES VEHICULES**

Les locaux intérieurs restant ouverts au public doivent être protégés de manière quotidienne.

---

<sup>1</sup> Art. 84 du Règlement sanitaire départemental

- a) Tout dépôt sauvage d'ordures ou de détritux de quelque nature que ce soit ainsi que toute décharge brute d'ordures ménagères sont interdits.
- b) Après mise en demeure, les dépôts existants sont supprimés selon la procédure prévue par le code de la santé publique.
- c) Le brûlage à l'air libre des ordures ménagères et de tous autres déchets est également interdit.
- d) Le traitement des ordures ménagères collectées doit être réalisé selon les dispositions prévues par les textes en vigueur.
- e) La destruction des ordures ménagères et autres déchets à l'aide d'incinérateur individuel ou d'immeuble est interdite.
- f) Des dérogations à la règle pourront cependant être accordées par le préfet sur proposition de l'autorité sanitaire et après avis du conseil départemental d'hygiène.
- g) Ces dérogations ne peuvent être accordées que dans le cas où il n'est pas possible d'utiliser d'autre moyen autorisé pour éliminer les déchets produits par le pétitionnaire.
- h) Ce type d'élimination ne doit entraîner aucune gêne ou insalubrité pour le voisinage.
- i) Les incinérateurs utilisés doivent être conformes à la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne les caractéristiques de leurs rejets.



Les protections seront retirées à la fin des interventions en fin de journée et compatiblement avec le calendrier d'exploitation du MOE et un nettoyage fin sera fait.

### **3.12 GARDIENNAGE**

#### **3.12.1 GENERALITES**

Un service de gardiennage pourra être mis en place par le comité de gestion du compte Prorata si elle l'estime nécessaire.

Aucune responsabilité ne peut être imputée au MOA ni à ses prestataires, comprenant le MOE et l'OPC, du fait de l'absence d'un gardien.

#### **3.12.2 STATIONNEMENT**

Le stationnement permanent des véhicules est interdit. Cf. *Accès chantier TCE* ci-dessus.

#### **3.12.3 ACCES AU PUBLIC**

L'accès du chantier est formellement interdit au public.

Le LOT 1 assurera la mise en place l'entretien et la fourniture de l'ensemble de la signalisation appropriée (panneaux, etc.) au titre de son marché à prix forfaitaire.

### **3.13 PROTECTION ET SECURITE SUR LE CHANTIER**

#### **3.13.1 GENERALITES**

Les entreprises titulaires et sous-traitantes s'engagent à faciliter la mission des Contrôleurs de Sécurité, notamment à l'occasion des visites de chantier ou des enquêtes effectuées à la suite d'accidents. Les entreprises titulaires et sous-traitantes fournissent mensuellement au CCSPS, le nombre d'heures travaillées sur le chantier, le nombre d'accidents déclarés avec arrêt et le nombre de jours perdus correspondants. Les dispositifs de sécurité et systèmes de protection, seront mis en œuvre conformément aux PPSPS approuvés. Les informations provoquant des obligations ou créant des sujétions au déroulement des travaux pour ce qui concerne l'hygiène et la sécurité sont rassemblées dans le PGC.

L'objet du présent chapitre est donc de développer certains thèmes relatifs à la sécurité qui sont liés à l'organisation de chantier sans pour cela se substituer au PGC (cf. CCAP : ANNEXE 4 *Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé*).

#### **3.13.2 DISPOSITIFS COMMUNS DE SECURITE**

Le LOT 1 fournira et mettra en place au fur et à mesure de l'avancement des travaux les dispositifs de sécurité communs du chantier, notamment protection des ouvertures extérieures, des escaliers, des trémies, des gaines et des trémies d'ascenseurs, réservations diverses, etc. jusqu'à la réception de l'ouvrage au titre de son marché à prix forfaitaire.

Les entreprises titulaires et/ou le sous-traitant qui, pour son intervention, devra déplacer un dispositif de sécurité collectif, aura l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement sous le contrôle et la responsabilité du LOT 1.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un sous-traitant pour son intervention personnelle (échafaudage, filet de protection etc.) ne pourront être déplacés ou modifiés que par ce dernier.

Au cas où une entreprise titulaire et/ou un sous-traitant ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, le LOT 1 aura l'obligation de le faire après constat du CSPS et aux frais de l'entreprise responsable, si le responsable est inconnu au titre du compte prorata.

### **3.13.3 PROTECTIONS DES FOUILLES, FORAGES, TREMIES, ETC.**

Toute zone en surplomb sera protégée par un garde-corps réglementaire.

Tous les forages et fouilles seront signalés et protégés par un garde-corps réglementaire en retrait de 50 cm du bord de fouille qui sera tenu en place jusqu'au bétonnage. Les aciers laissés en attente seront protégés.

Toutes les baies et trémies seront munies de garde-corps provisoires réglementaires au fur et à mesure de l'avancement de la structure. Ces protections seront réalisées avec des éléments spécifiques de couleur facilement repérable.

La mise en place et l'entretien des dispositifs de protections collectives, seront assurés par Le LOT en ce qui concerne la mise en place des protections sur ses ouvrages ainsi que pour la mise en place de protections diverses et leur entretien. Les dispositions de sécurité et systèmes de protection seront mis en œuvre conformément aux PPSPS approuvés.

### **3.13.4 PROTECTIONS INDIVIDUELLES ET EQUIPEMENTS PERSONNELS**

Chaque entreprise précisera l'affectation des équipements personnels destinés à prévenir contre les risques d'accidents conformément au PGC et aux règles en vigueur, tels que :

- casque ;
- chaussures ou bottes de sécurité ;
- harnais de sécurité (pour opérations ponctuelles) ;
- lunettes ;
- masque ;
- gants de manutention, etc.

Sur indications du MOE Désamiantage et du CSPS les entreprises prendront si besoin toute disposition adaptée contre l'exposition aux polluants spécifiques et aux produits dangereux.

### **3.13.5 SIGNALISATION DE CHANTIER POUR LA SECURITE**

Les plans de signalisation intérieure et extérieure seront soumis à l'accord du CSPS.

La signalisation sera évolutive pendant la durée du chantier.

La signalisation extérieure facilitera l'approche des fournisseurs.

Le LOT 1 devant dans cadre de son marché à prix forfaitaire des prestations de signalisations, il en devra l'entretien et les modifications nécessaires.

### **3.13.6 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

Les feux seront interdits sur le site et tout travail par point chaud sera soumis à l'obtention de permis feu.

Une équipe de SSIAP du Conservatoire est présente en permanence sur le site (24/24 et 7/7). Cette équipe sera chargée de la gestion des permis feu et effectuera des rondes préventives.

L'entreprise effectuant des travaux en « point chaud » devra s'équiper des extincteurs adaptés. Les travaux à "point chaud" devront être suspendus une heure avant le départ des ouvriers.

A titre préventif, le nettoyage de chantier devra être effectué de façon journalière.

Le LOT 1 prévoira la mise en place d'extincteurs appropriés aux différents risques, et notamment la mise en place des extincteurs à tout emplacement nécessaire en particulier au titre de son marché à prix forfaitaire.

- dans des locaux communs de cantonnement du personnel ;
- dans les bureaux communs de chantier, entreprises, Maîtrise d'œuvre, etc. ;
- dans les locaux communs de stockage ;
- dans la salle de réunion.

La mise en place d'extincteurs pour les postes de travail comportant des risques particuliers est à la charge des lots concernés, qui assureront la présence d'un type d'extincteur adéquat aux risques.

### **3.13.7 SECURITE ELECTRIQUE**

#### **3.13.7.1 SECURITE ELECTRIQUE DES INSTALLATIONS**

Les installations électriques communes de chantier devront faire l'objet d'un contrôle périodique par un bureau de contrôle à la charge du LOT 3 Electricité Courants forts et courants faibles au titre de son marché à prix forfaitaire.

#### **3.13.7.2 SECURITE ELECTRIQUE DES EQUIPEMENTS**

Les câbles utilisés correspondront aux normes actuellement en vigueur et seront protégés par des dispositifs présentant toute garantie de tenue.

Les réseaux devront être parfaitement protégés et signalés comme il se doit et spécialement au niveau des circulations.

Toutes les prises de courant seront reliées au circuit de mise à la terre.

Les câbles électriques seront du type et/ou caractéristiques réglementaires.

Les baladeuses seront conformes aux dispositions de la norme en vigueur. Elles comporteront une poignée isolante et un panier.

Les prises et fiches domestiques seront interdites, seuls les bouchons s'adaptant aux prises montées sur les armoires de branchements sont autorisés.

L'outillage portatif électrique devra être en bon état, il sera obligatoirement :

- ou de classe III TBT (tension nominale inférieure à 50 volts) ;
- ou de classes II à double isolation.

### **3.13.8 MESURES DE PROTECTION LIEES AUX CONTRAINTES D'ENVIRONNEMENT**

Les entreprises titulaires et les sous-traitants devront prendre toute mesure de nature à éviter le développement des nuisances dans l'environnement et respecter la réglementation en vigueur plus particulièrement :

- dispositifs propres à éviter la propagation des poussières et des fumées dans l'atmosphère ;
- traitement approprié des effluents avant rejets ;
- nettoyage et maintenance des abords (se reporter au PGC et aux articles précédents de la présente note).

Les foyers de chantier sont rigoureusement interdits (braseros).

Elles devront se rapprocher le plus possible des modalités de gestion de chantier définies dans la charte Chantier Vert.

### **3.13.9 PROTECTIONS DU PATRIMOINE**

Seront prises toutes les mesures nécessaires pour garantir une protection adéquate des éléments susceptibles d'être endommagés, qu'il s'agisse d'éléments patrimoniaux ou pas. En particulier il s'agira de protéger les sols des voies de circulation sur l'aire extérieure de chantier et, si nécessaire, en proximité du chantier et en général tous les abords et les zones concernées par les travaux et les opérations de transport et manutention.

Seront protégés les lampadaires ainsi que tout autre dispositif d'éclairage, les éléments architecturaux et décoratifs éventuellement susceptibles d'être endommagés.

### **3.13.10 PROTECTION DES OUVRAGES**

Jusqu'à la réception de l'ouvrage, chaque entreprise assume la garde de ses propres ouvrages. Elle doit en assurer la protection.

En cas de dégradations ou de destructions par suite du fait d'un tiers, d'un cas fortuit ou d'une circonstance de force majeure, l'entreprise doit assurer à ses frais la remise en état de ses ouvrages, sans pouvoir rechercher la responsabilité du maître d'ouvrage. Ces dispositions concernent également les ouvrages existants.

Il lui appartient en pareille circonstance d'exercer toute action contre le ou le(s) responsable(s) des dommages, sans que ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage et le délai d'exécution des travaux ne s'en trouvent affectées.

## **4 MAINTENANCE, CONSOMMATIONS, REPARATIONS ET REMPLACEMENTS**

### **4.1 MAINTENANCE**

Le maintien en état de fonctionnement de toutes les installations de chantier sera effectué par l'entreprise qui l'a réalisée et prise en charge.

Les exceptions à cette règle ne peuvent résulter que de mentions expresses inscrites dans les documents particuliers du marché.

### **4.2 DEPENSES DE FONCTIONNEMENT, CONSOMMATIONS**

L'ensemble des dépenses de fonctionnements et de consommations est prise en charge financière par le comité de gestion du compte Prorata qui établira un tableau de gestion des dépenses qui sera présenté sous deux semaines dès émission de l'OS Travaux à l'ensemble des lots pour validation.

### **4.3 REPARATIONS ET REMPLACEMENTS**

Les réparations et remplacements d'installations provisoires de chantier seront effectués par Le LOT 1.

Les exceptions à cette règle ne peuvent résulter que de mentions expresses inscrites dans les documents particuliers du marché.

### **4.4 REMISE EN ETAT APRES DEGRADATION PAR DES AUTEURS NON IDENTIFIES**

La remise en état sera exécutée et prise en charge financière par le compte prorata (cf. CCAP ANNEXE 15 *Dépenses d'intérêt commun (compte prorata)*).

### **4.5 REMISE EN ETAT APRES DEGRADATION PAR DES AUTEURS IDENTIFIES**

La remise en état sera exécutée et prise en charge financière par l'entreprise concernée au frais de l'auteur des faits.